



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

## S O M M A I R E

<i>Les mouvements de troupes russes à la frontière ukrainienne, test pour l'administration Biden</i>	<i>Page 2</i>
<i>La Chine face au monde anglo-saxon</i>	<i>Page 4</i>
<i>En Inde, on redoute désormais une deuxième guerre avec la Chine</i>	<i>Page 8</i>
<i>Avec la pandémie, l'Occident perd du terrain face aux régimes autoritaires chinois et russe</i>	<i>Page 11</i>
<i>Mozambique : risque de contagion terroriste en Afrique centrale et australe</i>	<i>Page 14</i>
<i>Pourquoi l'Iran rejette la main tendue par Joe Biden</i>	<i>Page 17</i>
<i>Comment la Chine pousse ses pions à l'université</i>	<i>Page 19</i>
<i>Méditerranée orientale : La Turquie met en garde la Grèce, l'UE et Israël via une note diplomatique</i>	<i>Page 24</i>
<i>L'US Navy n'est plus la plus grande flotte du monde : un autre pays est passé en tête</i>	<i>Page 25</i>
<i>Le chef du Pentagone veut une dissuasion militaire « crédible » face à la Chine</i>	<i>Page 26</i>
<i>Avion de combat : «un moment un peu difficile» entre la France et l'Allemagne</i>	<i>Page 27</i>
<i>Des cycles et des guerres</i>	<i>Page 29</i>
<i>Pourquoi la France mène-t-elle ce premier exercice militaire spatial ?</i>	<i>Page 32</i>
<i>EN MEMOIRE DE NOS DISPARUS EN ALGERIE</i>	<i>Page 33</i>



## ***Les mouvements de troupes russes à la frontière ukrainienne, un test pour l'administration Biden***

Thomas Grove et Alan Cullison 6 01 avril 2021 à 17h45

**Après les récents combats sur son territoire, Kiev place ses forces en état d'alerte et renforce ses troupes dans l'est du pays**



*Des militaires russes participant à un exercice en Crimée, le 19 mars.*  
© Sipa Press

La Russie a commencé à rassembler des troupes le long de sa frontière avec l'Ukraine, ce qui représente un nouveau défi pour l'administration Biden et menace de mettre compromettre le cessez-le-feu entre l'Ukraine et les combattants pro-russes.

Ce déploiement intervient à la suite d'une recrudescence des affrontements à proximité de la

ligne de démarcation située sur le territoire de l'Ukraine, où une attaque a entraîné la mort de quatre soldats ukrainiens et fait deux blessés la semaine dernière.

L'Ukraine a réagi en déclarant mardi avoir placé ses forces en état d'alerte et en annonçant qu'elle allait renforcer ses troupes dans l'est du pays et à la frontière avec la péninsule de Crimée occupée par la Russie.

Si M. Biden a déjà été confronté à des manœuvres du Kremlin — comme le piratage massif des systèmes informatiques du gouvernement américain, dont le principal suspect est la Russie — et si les services américains de renseignement sont arrivés à la conclusion que Moscou a tenté d'interférer dans l'élection de 2020, la situation en Ukraine est la première séquence impliquant des mouvements de troupes russes. De son côté, la Russie nie toute ingérence dans l'élection et toute responsabilité dans le piratage.

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a déclaré que l'administration discutait de ce nouveau dossier avec ses alliés de l'Otan.

« Nous sommes préoccupés par la récente intensification de l'agression russe dans l'est de l'Ukraine, et notamment des violations du cessez-le-feu conclu en juillet 2020 qui ont débouché sur le décès de quatre soldats ukrainiens le 26 mars alors que deux autres ont été blessés », a ajouté le porte-parole.

Le Pentagone a, de son côté, indiqué qu'il suivait de près la situation et que le chef d'état-major des armées, le général Mark Milley, s'était entretenu avec ses homologues russe et ukrainien.

Si les analystes estiment que la Russie n'a pas concentré suffisamment de troupes pour envahir purement et simplement l'est de l'Ukraine, ils considèrent néanmoins que Moscou pourrait chercher à provoquer une escalade dans les combats et à tester la portée du soutien du président Biden à l'Ukraine.

Le ministère russe de la Défense a, lui, assuré que la récente mobilisation des troupes était liée à une série d'exercices se déroulant à une centaine de kilomètres de la frontière ukrainienne au cours des dernières semaines, alors que les détails concernant ce déploiement restent flous.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 3

Dans un discours prononcé devant le parlement ukrainien en début de semaine, le commandant en chef de l'armée, le lieutenant-général Rouslan Khomtchak, a déclaré que ces exercices n'étaient qu'un prétexte pour faire converger depuis toute la Russie des forces tactiques vers les frontières de l'Ukraine, et que des troupes étaient restées sur site après la fin des manœuvres.

Ce déploiement rappelle les mouvements effectués après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, lorsque le président russe Vladimir Poutine avait ordonné des rotations d'unités à la frontière avec l'Ukraine, observe Mikhaïl Barabanov, expert militaire au Centre for Analysis of Strategies and Technologies, une institution indépendante basée à Moscou.

« En ce moment, plusieurs bataillons de groupes tactiques venus d'autres districts militaires sont stationnés dans la région, à l'image du renforcement de la frontière opéré par la Russie en 2014 et 2015 », explique-t-il.

A la suite du conflit de 2014, quelques régiments ont été transférés du cœur du pays vers cette frontière, où ils se sont établis de manière permanente pour constituer la première ligne de soutien aux séparatistes pro-russes présents dans les territoires sécessionnistes ukrainiens des provinces de Donetsk et de Louhansk, rappelle M. Barabanov.

Les mouvements actuels de troupes, dit-il, pourraient avoir pour but de renforcer les effectifs et les capacités de ces unités.

Une mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, chargée de surveiller les tensions le long de la ligne de front, a déclaré ces derniers jours que des observateurs avaient vu des véhicules de combat et des missiles antichars en territoire séparatiste. Des images diffusées par une chaîne russe sur la plateforme sociale Telegram montrent une longue colonne d'obusiers motorisés russes transportés sur des camions en direction de la Crimée, alors qu'ils empruntent le pont de 30 km que Moscou a construit pour relier la Russie continentale à la péninsule après son annexion.

Si, d'un côté, la Russie veut tester la solidité du soutien de l'administration Biden à l'Ukraine, elle reste, d'un autre, contrariée par son incapacité à atteindre ses objectifs dans ce pays, souligne James Sherr, chargé de recherche à l'Estonian Foreign Policy Institute de l'International Centre for Defense and Security de Tallinn, en Estonie, qui soutient l'intégration du pays à la communauté occidentale.

En février, le gouvernement du président ukrainien Volodymyr Zelensky a sanctionné un homme politique ukrainien pro-russe, Viktor Medvedchuk. Il a fermé trois chaînes de télévision que contrôlait cet ami proche de M. Poutine, avant de geler ses avoirs et de l'empêcher de faire des affaires dans le pays. Quand il a ordonné la fermeture des chaînes de télévision, M. Zelensky a affirmé qu'elles étaient financées par « un pays agresseur » — une référence limpide à la Russie.

Mason Clark, analyste de la Russie à l'Institute for the Study of War à Washington, D.C., un organisme de recherche indépendant et non partisan, assure que Moscou a lancé une campagne de désinformation au début du mois de mars, accusant l'Ukraine de préparer une offensive contre les territoires tenus par les rebelles au printemps. Les médias contrôlés par le Kremlin et le porte-parole de M. Poutine, Dmitri Peskov, ont relayé ce discours, ajoute-t-il.

Pendant ce temps, sur les lignes de front, les attaques contre les troupes ukrainiennes, menées par les combattants soutenus par la Russie sont devenues plus importantes, note Oleg Zhdanov, colonel de réserve de l'armée ukrainienne et expert militaire. Les rebelles ont commencé à violer le cessez-le-feu le long des lignes de



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 4

démarcation en effectuant des tirs sporadiques, puis, en janvier, ils ont intensifié leurs attaques en ayant recours à des tirs meurtriers de snipers, précise-t-il.

La semaine dernière, des snipers, soutenus par la Russie, ont ouvert le feu sur un groupe de soldats ukrainiens qui déminaient à proximité de leurs propres tranchées dans l'est de l'Ukraine, tuant quatre d'entre eux, indique M. Zhdanov. Après avoir tiré sur ces hommes, les rebelles ont déclenché un tir de barrage de mortiers pour empêcher d'autres soldats ukrainiens de secourir les blessés, précise-t-il.

A Moscou, le gouvernement a accusé l'Ukraine d'être responsable de la recrudescence de la violence. M. Peskov, le porte-parole du Kremlin, a indiqué que la Russie craignait que l'Ukraine ne provoque de nouveaux affrontements entre forces pro-Kiev et séparatistes soutenus par la Russie.

« Nous exprimons notre préoccupation face aux tensions croissantes et à la possibilité que l'Ukraine prenne des mesures provocatrices qui pourraient conduire à la guerre », a-t-il déclaré aux journalistes lors d'un briefing mercredi.

Présentateur de journal télévisé russe et propagandiste zélé du Kremlin, Dmitri Kisselev a accusé les Etats-Unis d'utiliser l'Ukraine comme un prétexte pour déclencher un nouveau conflit avec la Russie, faisant ainsi renouer la rhétorique anti-américaine avec les niveaux qu'elle avait atteints lors du conflit de 2014.

« L'Occident ne se prépare à rien de moins que la guerre avec nous », a-t-il affirmé lors d'une tirade au ton dramatique lors de son émission « News of the Week » sur la télévision d'Etat dimanche.

## ***La Chine face au monde anglo-saxon***

12 mars 2021

Dans Actualités, Asie, Asie de l'Est, Economie, énergies et entreprises

***La capacité de Pékin à armer sa puissance commerciale mondiale inquiète les esprits de Washington à Canberra. Le 16 février, il a été rapporté que le ministère chinois de l'industrie et des technologies de l'information a proposé de contrôler la production et l'exportation de terres rares, qui sont utilisées dans de nombreuses technologies critiques, des avions de chasse aux missiles de précision en passant par les smartphones et les éoliennes. Avec 70% des exportations mondiales, la Chine domine la chaîne d'approvisionnement. La menace qui pèse sur les terres rares est le dernier exemple en date des raisons pour lesquelles la réduction de la dépendance critique à l'égard du commerce chinois est désormais considérée comme une question de sécurité nationale.***

Pékin intimide régulièrement ses partenaires commerciaux par des sanctions économiques informelles, mais celles-ci n'ont jamais été suffisamment graves pour déclencher une réponse unifiée de la part du partage de renseignements « Five Eyes », qui semble étendre son rôle à des questions stratégiques plus larges. Une coordination plus étroite entre ces alliés, qui dépendent fortement des importations chinoises pour servir des industries essentielles, pourrait encore constituer une base pour une coopération multilatérale plus large en matière de réglementation technologique et de politique industrielle. Cela changera si le président Joe Biden réussit à forger un front uni pour contraindre la Chine. Les sanctions actuelles contre l'Australie ont suscité des tensions diplomatiques dans le monde entier.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 5

## ***L'écorce de Pékin est généralement pire que sa morsure***

Depuis une décennie, la Chine utilise les sanctions commerciales comme une arme économique. En 2010, elle a même menacé de bloquer les exportations de terres rares vers le Japon à la suite d'une dispute sur les eaux contestées. Cela s'est avéré contre-productif, car cela a simplement encouragé le Japon à construire sa propre chaîne d'approvisionnement en terres rares afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine. (En dépit de leur nom, les terres rares ne sont pas si rares que ça, elles sont juste coûteuses et sales à traiter). Mais Pékin a expérimenté ses tactiques, qui vont de la réduction des importations de saumon norvégien à la rétention des dollars des touristes : le Japon, Taiwan, la Corée du Sud et les Philippines ont tous souffert des restrictions non officielles imposées aux groupes de touristes chinois. Son but est d'affirmer la domination de la Chine tout en dissuadant les autres pays de la traverser.

En fait, les prises de bec commerciales ont généralement peu d'impact sur l'ensemble du commerce bilatéral. En 2017, Pékin a riposté au déploiement par Séoul d'un système anti-missiles américain avec des restrictions touristiques, réduisant de moitié le nombre de visiteurs chinois. Pourtant, les exportations de la Corée du Sud vers la Chine ont fait un bond record.

Cependant, l'écorce de Pékin s'est avérée pire que sa morsure. Elle vise des entreprises ou des industries individuelles ; les sanctions ont tendance à être de courte durée. Et elle préfère bloquer les importations mais ses différends commerciaux ont suivi un schéma similaire. L'Australie est dans une impasse depuis 2017-18, date à laquelle elle a promulgué une loi sur l'ingérence étrangère visant la Chine et a bloqué Huawei de son réseau 5G. Les relations se sont encore détériorées en avril 2020, lorsque Canberra a demandé une enquête internationale indépendante sur les origines de la pandémie de Covid. Pékin a riposté en imposant des droits de douane sur l'orge australienne. Pourtant, les exportations globales de l'Australie ont continué à augmenter : fin juin 2020, elle envoyait 49% de ses exportations vers la Chine – un record.

Les dernières sanctions portent sur les expéditions de charbon. Plus de 80 navires transportant un volume de charbon estimé ont été bloqués au large des côtes chinoises, incapables de décharger. L'objectif de la Chine est de montrer que l'Australie en a plus besoin qu'elle n'en a besoin. La réalité est plus complexe. L'Australie fournit, en moyenne, 40% du charbon à coke utilisé dans les aciéries chinoises. Ce chiffre a atteint 60 % au cours du premier semestre 2020, la pandémie ayant interrompu les autres approvisionnements. La Chine peut trouver des alternatives pendant quelques mois, mais elle se tournera à nouveau vers l'Australie, car ses usines sont à court de charbon.

La domination commerciale de la Chine signifie qu'elle peut généralement faire face aux perturbations commerciales plus facilement que ses partenaires commerciaux. Elle représente une grande partie de leurs échanges, alors que chaque partenaire ne représente qu'une petite partie de ceux de la Chine. L'Australie, avec une part d'environ 2%, ne figure même pas parmi les dix premiers partenaires commerciaux de la Chine. Mais cette logique ne s'applique pas aux biens stratégiques dont la Chine a besoin, comme le minerai de fer. L'Australie fournit environ 70% des importations de minerai de fer de la Chine, et a expédié près de 800 millions de tonnes à la Chine l'année dernière. Étant donné que le marché maritime total dans le reste du monde n'est que de 460 millions de tonnes, l'Australie n'a nulle part ailleurs où l'envoyer, et la Chine n'a nulle part non plus où l'acheter.

Les sanctions de la Chine se résument généralement à des blessures superficielles, douloureuses mais pas nocives en fin de compte. Sa propre dépendance économique à l'égard du commerce a limité sa volonté d'aller plus loin. Pourtant, elle pourrait frapper beaucoup plus fort si elle détermine que les gains stratégiques l'emportent sur les pertes. La restriction des exportations de biens essentiels est l'une de ces armes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 6

Il faudrait probablement plusieurs années aux États-Unis et à leurs alliés pour trouver d'autres sources d'approvisionnement en terres rares, par exemple.

Il est difficile de déterminer la vulnérabilité des partenaires commerciaux de la Chine à un tel acte de guerre économique, car peu de pays (voire aucun) ont effectué des audits détaillés de leurs chaînes d'approvisionnement. Mais un rapport de la Henry Jackson Society, un groupe de réflexion sur la sécurité transatlantique basé à Londres, a étudié les données commerciales de cinq pays : les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le groupe a une pertinence politique, car ces pays font également partie de l'alliance Five Eyes pour le partage de renseignements. Ces derniers mois, Five Eyes a étendu ses activités à la lutte contre les « défis communs de sécurité mondiale », et a publié en novembre une déclaration commune exhortant la Chine à mettre fin à sa répression contre les législateurs de Hong Kong. Comme au moins quatre des cinq membres de l'alliance ont déjà des relations tendues avec la Chine, ils font partie des pays les plus susceptibles de ressentir la force de tout nouveau conflit commercial. Le rapport de la société Henry Jackson identifie un niveau élevé de « dépendance stratégique » envers la Chine, sur la base des données commerciales classées selon le Système Harmonisé (SH) dans la base de données Comtrade des Nations Unies. Le critère de « dépendance stratégique » est rempli par un pays donné lorsque (i) il est un importateur net d'un produit, (ii) il importe plus de 50% de ce produit de Chine, et (iii) la Chine contrôle plus de 30% du commerce mondial de ce produit. Cela signifie qu'il pourrait être contraint – pour des raisons économiques, géopolitiques ou autres – de s'approvisionner facilement auprès d'autres sources.

Dans l'ensemble du groupe, les pays de Five Eyes dépendent de la Chine dans 17 des 99 grandes industries (HS2), 184 des 1 244 secteurs (HS4) et 831 des 5 224 catégories spécifiques (HS6). Toutes ces dépendances n'ont pas de conséquences inquiétantes : quatre des cinq pays dépendent de la Chine pour l'éclairage des arbres de Noël, par exemple. Mais environ un quart de toutes les importations chinoises dans chaque pays dessert 11 secteurs critiques : communications, énergie, soins de santé, systèmes de transport, eau, services financiers, fabrication critique, services d'urgence, alimentation et agriculture, installations gouvernementales et technologies de l'information. Au total, les cinq nations dépendent de la Chine pour 260 catégories de biens essentiels.

## China dependence

Strategic dependency on Chinese imports for critical goods of the future

	Industries	Sectors	Categories
<b>Australia</b>	1	13	35
<b>Canada</b>	0	8	25
<b>New Zealand</b>	1	11	35
<b>UK</b>	0	2	12
<b>US</b>	0	6	25

Source: Henry Jackson Society, UN Comtrade

La domination de la Chine sera impossible à briser dans de nombreuses industries existantes : « Les cinq puissances sont devenues si dépendantes de la Chine pour un certain nombre d'exportations qu'elles pourraient ne pas être en mesure de régénérer l'autosuffisance dans tous les secteurs stratégiques, même ceux qui sous-tendent les infrastructures critiques existantes ».



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 7

Elle leur conseille plutôt de se concentrer sur les technologies futures, qui ont une importance stratégique particulière. Ils dépendent déjà de la Chine pour 57 catégories de biens critiques nécessaires pour servir neuf industries futures. L'Australie est la plus dépendante car elle dépend de la Chine pour la fourniture de composants pour ses industries minières et de production de métaux, pour plusieurs produits chimiques industriels et engrais, et pour les vitamines, les produits pharmaceutiques et les équipements médicaux. Mais les quatre autres dépendent également de la Chine pour toute une série de biens, allant des machines et du magnésium aux ordinateurs portables et aux batteries lithium-ion.

Elle a également mis en place ses propres restrictions à l'exportation vers la Chine via sa « liste d'entités ». Mais il n'y a encore que peu de preuves d'une stratégie commune. Mais la Chine ne domine pas encore les chaînes d'approvisionnement.

Le lien entre le commerce et la force technologique est une chose que Pékin comprend bien. Elle s'efforce de renforcer sa propre autosuffisance industrielle et technologique, tout en cherchant à conserver sa position de centre manufacturier mondial. Les États-Unis et plusieurs alliés ont renforcé la sélection des investissements afin d'empêcher les entreprises chinoises d'acquérir des technologies dans des secteurs stratégiques. Washington

Si ces mesures ne parviennent pas à ébranler l'élan technologique de la Chine, une coopération plus approfondie sera nécessaire. Un rapport de chercheurs américains, européens et japonais affirme qu'une nouvelle « alliance technologique » est nécessaire pour garantir que les démocraties libérales maintiennent leur leadership technologique. Il recommande d'harmoniser les définitions des « technologies critiques », d'établir un consortium de fabrication de semi-conducteurs, d'aligner les contrôles à l'exportation des équipements de fabrication de semi-conducteurs et de créer un mécanisme d'investissement multinational pour les infrastructures numériques. Les membres proposés de l'alliance comprennent la plupart des membres du « 10 démocratique », composé des nations du G7, plus l'Australie, la Corée du Sud et l'Inde.

Un autre forum de coopération possible est l'Accord global et progressif pour le partenariat transpacifique, dirigé par le Japon, qui succède à l'échec du partenariat transpacifique à 11 pays. Le Royaume-Uni a demandé à rejoindre le bloc commercial ce mois-ci, alors qu'il commence à mettre en place une politique de commerce extérieur indépendante de l'Union européenne. L'ancien président Donald Trump a retiré les États-Unis du TPP en 2017, mais le président Biden pourrait décider qu'il est dans l'intérêt stratégique des États-Unis de renégocier l'adhésion, ne serait-ce que pour empêcher la Chine de s'immiscer. La Chine n'est pas membre du CPTPP, mais elle a exprimé son intérêt à le devenir (voir Après le RCEP : une demande difficile pour le pivot 2.0). Le bloc commercial est stratégiquement important, parce que pour forger des chaînes d'approvisionnement qui contournent la Chine, il est nécessaire d'entretenir des centres de production alternatifs.

Il est beaucoup plus facile de faire front commun que de le dire, et aucune de ces mesures ne peut suffire à freiner l'essor technologique remarquable de la Chine. Mais le fait de limiter la domination commerciale de la Chine pourrait au moins donner aux États-Unis et à leurs alliés une chance de se battre.

*Après avoir longtemps vécu et travaillé en Chine pour de nombreux journaux, Tom Miller est aujourd'hui basé à Londres. Revue conflits.*



## « En Inde, on redoute désormais une deuxième guerre avec la Chine »

**ENTRETIEN.** La chercheuse Fozia Nazir Lone estime que l'Inde est désormais menacée directement par trois pays : la Chine, le Pakistan et le Népal.



**Un convoi de l'armée indienne aux abords de la frontière disputée avec la Chine le 17 juin 2020.**

© TAUSEEF MUSTAFA / AFP

Propos recueillis par Jérémy André (correspondant à Hongkong)

Lundi 15 juin, vingt soldats indiens ont été tués lors d'un affrontement dans l'Himalaya contre des troupes chinoises. Suivant des règles convenues entre les deux

armées, ce combat de titans s'est livré sans que soit tiré un coup de feu. Une drôle de guerre à mains nues, avec des rochers et des massues, qui plus est en pleine nuit, dans le paysage lunaire et glacial de la vallée de Galwan, qui relie les deux territoires. Ce brusque regain de tension rappelle que la frontière sino-indienne reste l'un des plus anciens et plus importants différends frontaliers de la planète, irrésolu depuis une guerre éclair en 1962. Chaque printemps, depuis six décennies, ces pugilats à haute altitude sont routiniers. Les deux géants d'Asie, puissances nucléaires modérées par l'équilibre de la terreur, paraissent loin de devoir se déclarer la guerre. Mais la violence inédite des tensions de 2020, officiellement le premier événement meurtrier depuis 1975, souligne l'instabilité accrue de leur fragile statu quo frontalier.

Année après année, la Chine grignote ces vallées reculées qui descendent du plateau du Tibet vers le bassin de l'Indus, profitant de ses avantages stratégiques et testant sa puissance nouvelle. Et elle resserre les liens avec le Pakistan et le Népal voisins, en misant sur les gigantesques voies de communication percées au travers du sommet du monde, grâce aux milliards des nouvelles routes de la soie. Pour la contrer, l'Inde est lancée dans une course à l'armement et à la construction de routes qui ne font que renforcer la détermination de Pékin à rendre coup pour coup. Originaire de la région, Fozia Nazir Lone, professeure de droit international à l'université de la ville de Hongkong, développe depuis plusieurs années un projet de recherche sur les solutions politiques à cette spirale négative. Et craint désormais que ne s'éloigne pour longtemps la possibilité de toute résolution pacifique.

### **Le Point : D'où vient le conflit entre la Chine et l'Inde dans le Ladakh et l'Aksai Chin ?**

**Fozia Nazir Lone :** L'Inde et la Chine luttent depuis très longtemps pour leurs frontières. Le différend frontalier sino-indien couvre en totalité 120 000 kilomètres carrés dans l'Himalaya, non seulement autour de l'Aksai Chin, à l'ouest, mais aussi tout du long, dans la zone de Spiti, au centre, et jusqu'à l'est, autour de l'Arunachal Pradesh. Pour le Ladakh et l'Aksai Chin spécifiquement, la Chine a pris le contrôle du nord de cette zone lors de la guerre sino-indienne de 1962. Elle l'administre désormais comme la préfecture de Hotna, dans la région autonome du Xinjiang. L'Inde la revendique toujours comme le district du Ladakh, une partie de l'État du Jammu-et-Cachemire, occupé par l'Inde depuis la guerre de 1947 avec le Pakistan.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 9

À la fin de la guerre de 1962, il n'y a pas eu de traité de paix. L'Inde a accepté comme résolution finale la « ligne de contrôle effectif » [abrégé LAC en anglais, NDLR], c'est-à-dire la ligne de front où les troupes se sont arrêtées à la fin des hostilités. Elle considère néanmoins que l'Aksai Chin lui revient en invoquant des traités très anciens, un traité entre le Ladakh et le Tibet de 1684 et un traité entre le Tibet et le maharaja de Dogra de 1842. En héritant du Cachemire en 1846, les Britanniques ont essayé de tracer la frontière et de revendiquer l'Aksai Chin. Mais la Chine n'a jamais reconnu ce tracé. Pour elle, l'Aksai Chin est son territoire depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, et a en outre une grande valeur parce qu'il fait le lien entre le Xinjiang et le Tibet. Le problème principal reste maintenant que la LAC n'a jamais été définie juridiquement ou même géographiquement. Chaque camp a sa position officielle sur la LAC, qui n'est pas acceptable pour le camp adverse. La Chine n'a jamais accepté la LAC comme résolution finale parce qu'elle est selon elle basée sur des « traités iniques », qui lui auraient été imposés à des époques où l'empire Qing était affaibli.

## **Pourquoi le différend n'a-t-il jamais été réglé depuis 1962 ?**

Il y a eu bien des délibérations et discussions depuis, mais aucune tentative de résoudre le problème de manière générale. La LAC a certes gagné en reconnaissance dans des accords sino-indiens en 1993 et 1996. Signé après un précédent affrontement, un mémorandum de 2013 a juste défini que les deux camps n'emploieront pas la force armée pour s'attaquer, et que les commandants se rencontreront régulièrement, mais ce texte n'est pas contraignant. Or, les développements d'infrastructures depuis 2008 et la dispute du Cachemire ont ravivé le conflit. L'initiative chinoise des routes de la soie inclut un projet de 46 milliards de dollars pour le corridor économique Chine-Pakistan, dont une partie traverse des territoires disputés du Cachemire, occupés par le Pakistan. Depuis 2013, les patrouilles se sont intensifiées côtés chinois et indien. La Chine a construit des bases aériennes au Tibet, le long de la frontière indienne et des autoroutes qui mènent à ce secteur, ainsi qu'un chemin de fer dans la « route du Karakorum » et vers la partie du Cachemire sous occupation pakistanaise, qui relie Kashgar au Xinjiang à Islamabad au Pakistan. Des experts en Inde redoutent désormais une deuxième guerre avec la Chine. L'Inde a donc déployé des divisions de troupes d'élite de montagne dans le Ladakh.

## **Que s'est-il passé début mai qui a déclenché les tensions et affrontements actuels ?**

Selon la version indienne, deux tentes et des structures chinoises auraient été construites sur le côté indien de la LAC dans le Ladakh. La Chine, de son côté, accuse l'Inde d'avoir déclenché les tensions en construisant des routes et un pont au bas de la vallée de la Galwan. Cette vallée est stratégique parce qu'elle mène directement à l'Aksai Chin. La Chine la revendique désormais entièrement, estimant qu'elle est située de son côté de la LAC. Des images satellites suggèrent qu'après les affrontements meurtriers du 15 juin, la Chine a amené des machines lourdes dans la vallée et semble être en train de construire un barrage qui détourne le lit de la rivière. En aval, les Indiens ont construit de leur côté un pont, juste avant que la Galwan ne se jette dans la rivière Shyok, un affluent de l'Indus. Or, l'Inde a construit depuis 2008 une route de 255 kilomètres qui longe la LAC dans la vallée de la Shyok. Cette route a mis la Chine en colère, car elle mène à Daulet Beg Oldi, tout au nord du territoire indien, et donne aux forces armées indiennes un accès direct sur la route qui relie, côté chinois, le Xinjiang et le Tibet.

L'Inde doit relever au maximum sa vigilance diplomatique et militaire, parce qu'elle pourrait être attaquée par la Chine, le Pakistan et le Népal.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 10

Je pense cependant que ces tensions ont un autre déclencheur : la crise du Cachemire. En août 2019, l'Inde a unilatéralement modifié le statut du Cachemire, le plaçant sous le gouvernement direct de New Delhi. La Chine et le Pakistan avaient émis une déclaration commune s'y opposant. En particulier, Hua Chunying, porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, avait spécifiquement dénoncé l'intégration du Ladakh à l'Union indienne, affirmant que « cela sape la souveraineté territoriale chinoise ». La Chine et le Pakistan ne pouvaient pas laisser passer cela. Le 14 juin, la veille des violences dans la vallée de Galwan, il y a eu des bombardements entre Inde et Pakistan le long de leur propre LAC à Poonch, dans le district de Jammu, avec un mort et deux blessés côté indien. Et dans la même période, la dispute territoriale de l'Inde avec le Népal, qui s'est rapproché ces dernières années de la Chine, s'est rallumée. Clairement, l'Inde doit relever au maximum sa vigilance diplomatique et militaire, parce qu'elle pourrait être attaquée par la Chine, le Pakistan et le Népal.

## **Les deux pays s'accusent mutuellement d'avoir franchi la LAC. Qui a raison ?**

Les images satellites suggèrent que la Chine a franchi la LAC, telle que l'Inde la comprend. Mais la LAC n'est pas définie de la même manière par les Chinois. Le 17 juin, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Zhao Lijian, a affirmé que « la souveraineté sur la vallée de Galwan a toujours appartenu à la Chine ».

## **Comment les tensions actuelles pourraient-elles être apaisées ?**

Il faut que les deux camps fassent preuve de retenue, limitent leurs activités et cessent toute action unilatérale comme la construction d'infrastructures ou l'édiction de lois qui affectent le Cachemire et l'intégrité territoriale de l'autre.

## **N'est-il pas possible de revenir au statu quo d'avant mai 2020 ?**

Cela semble quasi impossible, sauf si chaque camp faisait des concessions considérables et démantelait des infrastructures.

## **Est-ce que ces événements vous semblent compromettre toute résolution à long terme du conflit ?**

Ce bras de fer militaire met en péril toute résolution de long terme du différend frontalier sino-indien. Les canaux diplomatiques et militaires parviennent à peine à désamorcer les hostilités et à maintenir ce statu quo arbitraire et instable. Comme l'histoire le rappelle, les statu quo arbitraires sont dangereux pour la sécurité de l'humanité. Après chaque confrontation armée, la LAC bouge à l'avantage de la Chine. Dans le même temps, pour se défendre, l'Inde a ouvert des aérodromes avancés dans le Ladakh, construit la route de Daulat Beg Oldi et déployé des avions de chasse dans ses bases proches du Tibet.

Mes recherches montrent que seule une résolution politique, qui prendrait en considération le droit international, les initiatives passées, les intérêts conflictuels de chacun et les relations internationales, peut résoudre cette dispute. Les actions unilatérales ont des conséquences géopolitiques et abîment autant les peuples locaux, comme les Cachemiris, que les intérêts et la réputation de l'Inde et de la Chine. L'Inde risque d'être attaquée par la Chine, le Pakistan et le Népal, mais aussi par les rebelles pro-indépendances du Cachemire. La Chine a non seulement un avantage militaire, mais un énorme levier, par son contrôle des eaux en amont des fleuves indiens, comme le Brahmapoutre. Plus le temps passe, et plus l'Inde perd ses propres atouts, et les accords sur lesquels elle pourrait s'appuyer s'érodent. La balle est dans son camp maintenant.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 11

## ***Avec la pandémie, l'Occident perd du terrain face aux régimes autoritaires chinois et russe***

La crise du Covid-19 a ravivé un paradoxe trop connu des relations internationales: devant un défi mondial qui réclame une coopération accrue, les puissances ont déployé des stratégies solitaires. La compétition n'a pas faibli, bien au contraire.

La pandémie de Covid-19 a plus d'un an. Si l'Asie a pris conscience du danger dès la fin de 2019, l'Europe s'est déclarée en état d'urgence il y a douze mois, en mars 2020. Dès le premier confinement, les spéculations sont allées bon train sur «le monde d'après». Certains prédisaient un tournant historique favorable au climat en raison du brusque arrêt du trafic routier, de la contraction du trafic maritime et du blocage du tourisme international; d'autres annonçaient un monde en récession durable; d'autres enfin proclamaient, pour s'en réjouir ou le déplorer, un souverainisme forcé rétablissant les frontières.

Un an après, la crise perdure, multiforme: de sanitaire, elle est devenue économique et budgétaire. L'arrêt de secteurs entiers a ralenti la croissance mondiale (-4,9% de PIB pour 2020 selon le FMI). Et cette crise s'est transmise aux finances publiques par le canal des moindres rentrées fiscales puis des dépenses massives de soutien et de relance. La pandémie est devenue une crise économique internationale.

La crise de 2020 n'a pas révolutionné la géopolitique. Elle a plutôt accentué et révélé certaines tendances déjà à l'œuvre dans le «monde d'avant». Loin de susciter un regain de coordination et de coopération, la lutte contre le virus a avivé les rivalités et renforcé les positions de la Chine et de la Russie. Les puissances eurasiatiques se sont affirmées, dans les médias et sur le terrain, comme des alternatives sanitaires à l'Occident. Désormais, le but des deux puissances autoritaires est de saisir l'occasion de cette pandémie pour consacrer la «désoccidentalisation du monde».

Le multilatéralisme sanitaire en apoplexie La pandémie a affaibli le système onusien soutenu par les Européens. Elle a plongé dans le discrédit l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Accusée par le président Trump en 2020 d'avoir minimisé et même occulté l'ampleur du danger sanitaire, l'agence spécialisée de l'ONU est devenue l'enjeu d'une polémique entre la République populaire de Chine et les États-Unis. L'OMS s'est trouvée brusquement prise dans le piège de Thucydide selon l'expression de Graham Allison: d'après ce géopoliticien américain, la Chine et les États-Unis sont désormais engagés dans la spirale d'hostilité d'Athènes et de Sparte au IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère.

Autrement dit, Pékin est une puissance montante qui concurrence la puissance établie de Washington pour l'hégémonie militaire. L'OMS est devenue une victime directe avec la suspension de la contribution américaine à son budget (soit plus de 15% du budget général pour 2019). La pandémie a donc causé un affaiblissement supplémentaire du multilatéralisme, dans son volet sanitaire. Elle a semblé justifier la lecture chinoise et russe du système onusien: instrument des États-Unis, il n'est soutenu par eux que quand cela sert leurs intérêts géopolitiques. Dans le cas contraire, le système onusien se discrédite lui-même.

Au terme d'un an de pandémie, le système de l'ONU est frappé d'un discrédit que la course à la vaccination a peu de chances de dissiper.

Pour répondre aux besoins des pays les moins bien lotis en matière de santé publique, l'initiative «Access to Covid-19 Tools Accelerator» a été lancée en avril 2020. Son aspect le plus connu et le plus prometteur est le mécanisme financé par l'OMS et la société civile: Covax. Ce dispositif a pour objectif de distribuer deux milliards de doses de vaccins d'ici à la fin 2021.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 12

Mais les difficultés rencontrées par Covax illustrent la faiblesse du multilatéralisme : pour le moment, l'OMS n'a pu commander que 700 millions de doses. Et la déclaration finale du G7 du 19 février marque l'incapacité des Occidentaux à prendre en compte les intérêts sanitaires de l'Afrique (pourtant dans leur propre intérêt) : seulement 13 millions de doses sont annoncées pour les personnels soignants du continent de 1,2 milliard d'habitants.

## ***Le leadership américain à bout de souffle***

Au terme d'un an de pandémie, le système de l'ONU est frappé d'un discrédit que la course internationale à la vaccination a peu de chances de dissiper. Le monde de demain est d'ores et déjà face au défi de reconstruire les institutions multilatérales. Il n'est pas sûr que le retour des États-Unis de Joe Biden au sein de l'OMS suffise à dissiper le malaise rapidement.

Car le multilatéralisme onusien en matière de santé ne s'est pas discrédité seul. Il a été largement victime de la présidence Trump et de l'aveuglement médical de son administration. Pour se dédouaner de bilans très graves (plus de 500.000 décès), le président sortant en campagne a blâmé ses boucs émissaires habituels: les organisations internationales, la République populaire de Chine, et les scientifiques. Le dédain envers les partenaires et les autorités médicales a même été remplacé par la théorie du complot.

## ***Le monde de la pandémie a été dominé par l'éclipse volontaire des États-Unis***

Là encore, la crise a accéléré et souligné le retrait américain et son corolaire, l'affaiblissement des cadres internationaux. L'administration Biden ne s'y est pas trompée qui compte relancer les organisations internationales en réaffirmant l'engagement et le leadership américains. Le monde de la pandémie est finalement bien connu: vu de Pékin et de Moscou, c'est un système de relations internationales où le multilatéralisme apparent repose en réalité sur une hégémonie américaine et un suivisme européen. L'influence grandissante de la Chine au sein des institutions onusiennes tend toutefois à nuancer ce lien mécanique entre multilatéralisme et leadership américain que l'on a connu après la Seconde Guerre mondiale.

Le monde de la pandémie a été dominé par l'éclipse volontaire des États-Unis. Seul le succès mondial du vaccin américain Pfizer pour les plus âgés permet de limiter ce constat.

## ***La vitalité de la concurrence autoritaire***

À la faveur du retrait américain, les ambitions chinoises et russes se sont emparées de la santé comme d'un champ d'expression de leurs puissances scientifiques, logistiques et industrielles. À Pékin et à Moscou, la lutte contre la pandémie a été d'abord et avant tout une lutte pour affirmer la supériorité des régimes autoritaires sur l'Occident.

En effet, 2020 et 2021 sont scandées par cette gigantomachie sanitaire. Le premier trimestre de 2020 a mis aux prises la Chine et ses rivaux régionaux (Taiwan, Corée, Japon) et mondiaux (Union européenne, États-Unis) sur le décompte des contaminations et des décès. Dans une macabre rivalité, la République populaire de Chine a plongé l'opinion mondiale dans un concours de bilans –dont les statistiques ont pu parfois paraître douteuses. Dans une spirale quantitativiste typique des régimes autoritaires, la qualité d'un régime politique s'appréciait alors au nombre d'infectés et de morts. La Chine et la Russie avaient aussi entretemps lancé une «diplomatie des masques» destinée à contrer l'influence des États-Unis et de l'Union européenne dans leurs zones d'influence et sur leurs propres territoires: Moyen-Orient, Italie, etc. Là encore, la qualité d'un régime politique était censée se mesurer à la production de masques, de blouses, de gants, de respirateurs et de lits d'hôpital. Et le prestige des régimes politiques s'appréciait à leur capacité à les acheminer partout dans le monde.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 13

Les deux puissances eurasiatiques ont vacciné à l'intérieur de leurs zones d'influence respectives, mais aussi là où les Occidentaux ont peiné à déployer des actions de vaccination.

Dès la deuxième partie de 2020, la compétition s'est portée sur la vitesse de mise au point des vaccins : avec Sputnik V ou Gam-COVID-Vac, la Russie a lancé une course de vitesse. Puis c'est la Chine qui a rivalisé avec CoronaVac et BBIBP-CorV. Aujourd'hui, en vaccinant partout dans le monde, la Russie et la Chine ont disputé avec succès à l'Occident le triple statut d'industriels mondiaux de la santé, de pionniers scientifiques et de fournisseurs d'aide humanitaire.

Les deux puissances autoritaires eurasiatiques ont vacciné à l'intérieur de leurs zones d'influence respectives: en Asie centrale, dans les Balkans, en Inde et en Algérie pour la Russie. Mais elles ont également gagné de l'influence là où les Occidentaux ont peiné à déployer des actions de vaccination : Amérique latine pour la Russie, Moyen-Orient pour la Chine. Si l'Union européenne exporte environ 25 millions de doses, les Chinois et les Russes annoncent des chiffres invérifiables. Il faut observer qu'à ce stade les vaccins occidentaux (Oxford-AstraZeneca, Pfizer-BioNTech, Moderna) ont connu une plus large diffusion (en nombre de pays concernés). Mais Russes et Chinois ont marqué des points dans la bataille de la communication, avec la publicité faite autour de leurs vaccins (Sputnik V, Sinopharm, Sinovac).

Hors de la sphère strictement sanitaire, la Chine est engagée dans la compétition internationale de la reprise, annonçant des chiffres de croissance supérieurs à la moyenne pour 2021, à la faveur du contrôle repris précocement sur l'épidémie, et une reprise déjà engagée en 2020.

Pour la Chine et la Russie, la pandémie doit accélérer le mouvement de désoccidentalisation du monde. Et peu importe si, en regardant les choses de près, ni la Chine (où l'épidémie est sous contrôle) ni la Russie (par choix, en dépit de la pandémie) ne vaccinent largement leur population.

L'autonomie sanitaire chancelante de l'Union européenne «Si c'était à refaire, je commencerais par la santé», pourrait-on dire en paraphrasant une citation attribuée à Jean Monnet. Si nous n'avons nulle trace d'une «Communauté européenne de la culture», le projet d'une «Communauté européenne de la santé» a en revanche bel et bien été proposé par le ministre français Paul Ribeyre au début des années 1950. La reconstruction et la mémoire de la grippe espagnole ayant prolongé la Première Guerre mondiale expliquent sans doute cette proposition à laquelle il n'a pas été donné suite. La santé est donc restée, pour l'essentiel, une compétence des États jusqu'au début de la crise du Covid.

Après un premier temps de désorganisation début 2020 et de remise en cause d'une des quatre libertés (la liberté de circulation), l'Union européenne a tenté de retrouver une unité face à la crise. Elle l'a fait en lançant rapidement une centrale d'achat pour les vaccins, même si un retard est à déplorer en matière de commandes et de lenteur dans les négociations. La réponse européenne apparaît comme défailante de ce point de vue, et en retard par rapport à des pays comme les États-Unis, Israël ou le Royaume-Uni qui ont accéléré le rythme de vaccination. Globalement, en dépit de son engagement, d'un achat colossal de vaccins (plus que de nécessaire) et de déplacements transfrontaliers de malades, Bruxelles a perdu la bataille de l'image avec Pékin ou Moscou.

Le multilatéralisme sanitaire doit être reconstruit si les États-Unis et l'Europe veulent éviter de laisser le monopole de l'action de vaccination en Afrique à la Chine et à la Russie.

Dans le monde de demain, l'Union européenne cherche encore son autonomie et son prestige sanitaire de même qu'elle cherche son rôle géostratégique. Mais la crise aura peut-être servi de révélateur, pour la France comme pour l'Europe: une politique de sécurité sanitaire doit reposer sur une meilleure compréhension des chaînes de valeur, des capacités de production en partie endogène et une politique de recherche plus



réactive, de politiques plus consistantes et proactives. L'Europe se construit aussi par les crises et la pandémie n'échappe pas à la règle.

## **Le monde d'après : sans l'Occident ?**

Si le monde d'après est déjà là, ce n'est pas nécessairement celui optimiste d'il y a un an, ni nécessairement «le même mais en pire». On pourrait déplorer l'impréparation face à cette crise, qui restera peut-être la principale leçon de cette période historique. Mais il est faux de dire que la pandémie était une surprise absolue, au point que Nassim Nicholas Taleb a pu parler, par opposition aux «cygnes noirs» auxquels il avait consacré un essai fameux, d'un «cygne blanc», c'est-à-dire quelque chose qui finirait par se produire, avec une grande certitude. Plus qu'avant, un effort en matière de réflexion prospective devra être entrepris.

Aussi, alors que nous fêtons en 2021 le 170e anniversaire de la première Conférence sanitaire internationale (à Paris), le multilatéralisme sanitaire doit être reconstruit, particulièrement si les États-Unis et l'Europe veulent éviter de laisser le monopole de l'action de vaccination en Afrique à la Chine et à la Russie. Ce multilatéralisme fonctionne bien dans quelques secteurs et zones géographiques, mais il ne remplit pas la promesse d'une santé mondiale. Le Covid fait apparaître un monde plus concurrentiel, où les grandes puissances affirment leur rôle pour voir émerger un monde post-occidental.

Enfin, cette concurrence est faite de postures, mais se règle également à coup d'avancées technologiques majeures. En s'appuyant sur la science des données, de nouveaux cas d'utilisation de l'intelligence artificielle ont pu apparaître, pour la détection de la pandémie comme pour la détection individuelle (reconnaissance vocale), ou encore pour la surveillance des populations. L'arrivée de vaccins à ARN nouvelle génération en à peine quelques mois constitue une avancée majeure pour les sciences, là où plusieurs années étaient nécessaires pour concevoir, tester et approuver un vaccin. C'est donc une partie de la médecine de demain qui a émergé avec cette crise. Il reste à voir comment ces avancées seront redistribuées équitablement entre les pays ou selon des logiques de puissance; il est à craindre qu'on ne puisse écarter que la seconde prévale. *slate.fr*

## **Mozambique : risque de contagion terroriste en Afrique centrale et australe**



De [Emmanuel Dupuy](#) - 18 mars 2021 - Dans [Actualités](#), [Afrique](#) [Criminalité et terrorisme](#)



Landscape panorama on the Buzi River, Buzi, Sofala Province, Mozambique, Africa/ibxszn05777392/imageBROKER.com/Michael Szoenyi/SIPA/2006171505

**Mozambique risque de contagion terroriste en Afrique centrale et australe**

**DUPUY**, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en (IPSE)

**Emmanuel**  
Europe

*Il y a quelques semaines, le Directeur Général de la Sécurité Extérieure (DGSE), Bernard Emié, indiquait, que la situation au Nord-Est du Mozambique, dans la région de Cabo Delgado, où sévit, depuis octobre 2017, un groupe armé terroriste (GAT) d'inspiration djihadiste, était devenue un sujet de préoccupation grandissant pour la France. L'ONG américaine, Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) estime que plus de 2000 personnes sont mortes dans le cadre d'attaques incessantes menées dans cette région depuis 2017.*



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 15

Depuis, de nombreuses spéculations sont apparues quant au rôle que Paris devrait y jouer, notamment eu égard au fait que c'est dans cette riche région gazière du Nord-Est du pays, plus précisément au large de ses côtes, que s'y déploient de nombreuses compagnies pétrolières, dont Total, qui entend également y développer ses deux mégas usines de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) d' Afungi, dans le district de Palma. D'un montant de 23 milliards de dollars, pour une production annuelle de 13,12 millions de tonnes de GNL, il s'agit, là, du plus important investissement étranger dans le pays.

Bien que le Mozambique, indépendant depuis seulement 1975, soit une ancienne colonie portugaise, la France n'est pas pour autant désintéressée. C'est en effet, dans le Canal du Mozambique que Paris entend rester ferme et déterminée à protéger la souveraineté de ses cinq Îles Éparses et de l'immense Zone Economique Exclusive (ZEE) et plateau continental attenant (640 000 km<sup>2</sup>) soit deux fois celui de la France hexagonale !

C'est, également dans cette prometteuse partie australe de l'océan Indien que la France possède de solides arguments militaires, grâce à ses deux départements de Mayotte et de la Réunion et les quelque 2000 forces de souveraineté qui s'y déploient par le truchement de ses Forces Armées de la Zone Sud de l'océan Indien (FAZSOI), ses cinq navires (notamment ses deux frégates et deux patrouilleurs), ses deux avions de transport et deux hélicoptères.

Nul étonnement, dès lors, que le Président de la République, Emmanuel Macron, ait, à travers un récent tweet, rappelé à la suite d'un énième massacre de populations civiles que « *le terrorisme islamiste est une menace internationale, qui appelle une réponse internationale* ».

## **Développement de l'islamisme**

Il y a, en effet urgence, comme ne cesse de le rappeler les courageux membres de la Communauté de Sant'Egidio, parmi lesquels le père Angelo Romano, qui précise que les terroristes du mouvement *Ansar Al-Sunna* – parfois appelé *Al-Shabaab au Mozambique* – sont des islamistes kenyans venus s'installer en Tanzanie en 2015 puis chassés en 2017 et ayant prêtés allégeance à l'État islamique, dès 2012.

Ceux-ci sévissent désormais, plus au sud, dans la région septentrionale du Mozambique. Ceux-ci sont désormais appelés l'État islamique de la « province d'Afrique centrale » (ISCAP) et entendent maintenant instaurer la Charia dans l'ensemble du pays.

La nouvelle administration Biden vient de classer, du reste, l'ISCAP, *Ansar Al-Sunna* et le mouvement d'origine ougandaise des Forces Démocratiques Alliées (ADF) – parfois appelées *Madina at Tauheed Wau Mujahedeen* – agissant à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) dans le Nord-Kivu et l'Ituri, comme des organisations terroristes affiliées à Daesh. L'ISCAP, par la voix de son chef, Abu Yasir Hassan, avait, du reste, déclaré son allégeance à l'État islamique, en avril 2019. C'est en août de la même année, que l'EI reconnaissait cette affiliation.

Depuis, plus de 535 000 Mozambicains ont fui la région, selon un rapport de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) datant de décembre dernier, sous les attaques répétées des djihadistes originaires de Tanzanie et Kenya voisins, qui ont pu bénéficier, dans la province, du recrutement de nombreux jeunes désœuvrés et marginalisés. Bien que le produit national brut (PNB) par habitant soit le plus faible du continent africain, le Mozambique possède, pourtant, la troisième plus grande réserve de gaz naturel en Afrique, après celle du Nigeria et de l'Algérie. Le pays sera, avec la découverte de 160 trillions de pieds cubes, un des principaux producteurs de GNL, d'ici une vingtaine d'années.

## **Extension des problèmes militaires**

Pourtant, malgré une mobilisation sans faille du Pape, qui s'est rendu, au Mozambique, en septembre 2019, l'appel à l'aide du président Felipe Nyusi, n'a pourtant guère été entendu.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 16

Réélu, dès le premier tour, en octobre 2019, le président mozambicain a encore renouvelé son incantation en faveur d'une plus forte coopération sécuritaire, à l'aune de la présidence semestrielle de l'UE, assumée, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, par son ancienne puissance colonisatrice, le Portugal. Pour l'heure, ni le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa, ni le Premier ministre, Antonio Costa, qui ont pourtant, proposé l'aide sécuritaire du Portugal, ne semble pouvoir répondre positivement à cette mobilisation en direction d'une coalition internationale contre le terrorisme qui s'enkyste, ici, comme précédemment, au Sahel, ou dans la Corne de l'Afrique.

La dernière réunion des ministres de la Défense des 30 membres de l'OTAN, les 17 et 18 février derniers, a également permis à la ministre de la Défense française, Florence Parly et à son homologue portugais, Joao Gomes Gravinho d'évoquer quelques pistes d'actions communes pour tenter d'éviter une « sahélistisation » de l'ISCAP. L'une de ces pistes consisterait, en effet, à mutualiser les efforts en matière de lutte anti-terroriste.

Les Portugais étant très actifs au Sahel, aux côtés des éléments français et autres partenaires européens (au sein de la montée en puissance de la *Task Force Takuba*, de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali – MINUSMA), de l'European Union Training Mission – EUTM-Mali), il ne serait pas illogique que Lisbonne trouve légitime que la France puisse accompagner, en retour, l'agenda de stabilisation que le Portugal pourrait être amené à mener au Mozambique, colonie portugaise de 1498 à 1975.

Les similitudes peuvent paraître spécieuses entre les deux théâtres d'action des mouvements djihadistes qui s'y déploient. Pourtant, l'absence paradoxale d'état dans une région potentiellement poumon futur du développement économique du pays ; de possibles collusions entre groupes armés et éléments des forces armées sur fond d'économie parallèle ; des exactions commises contre les populations civiles – tels que plusieurs ONG l'ont documenté ; l'insuffisante montée en puissance des forces africaines en attente (FAA) au niveau régional (Communauté de développement de l'Afrique australe – Southern African Development Community – SADC) ; l'externalisation de la sécurité à des acteurs étrangers ; la porosité des frontières bénéficiant aux djihadistes... confortent l'idée d'un parallélisme entre les réalités vécues et subies par les populations des régions limitrophes du Mali, du Burkina Faso et du Niger (dans la zone dite des « trois frontières ») avec celles du nord-est du Mozambique et du sud-est de la Tanzanie, limitrophe.

## ***Un ancrage terroriste dangereux***

La prise de conscience de la dangerosité de l'ancrage de ce nouveau foyer terroriste en Afrique orientale et australe est néanmoins balbutiante. L'Afrique du Sud – qui craint une extension de la menace – et le Portugal ont récemment confirmé collaborer ensemble, en vue d'une éventuelle mobilisation de la Southern African Development Community (SADC).

Tout juste, convient-il de constater que les *Forças Armadas de Defesa de Moçambique*, très vite débordées, ont pu bénéficier de l'apport en « sous-traitance », de la société militaire privée russe, Wagner ainsi que celle, tout autant controversée des mercenaires sud-africains de la société Dyck Advisory Group (DAG).

Les récentes attaques qui ont endeuillé les populations autour des localités de Pemba, Aldeia da Paz et de Mocimba de Praia tendent, néanmoins à démontrer de l'urgence d'une mobilisation internationale pour faire face à cette nouvelle résurgence septentrionale de Daesh.

En prenant cette initiative, du reste, la France ne ferait que prendre ainsi à témoin, la communauté internationale, quant à la dynamique complexe qui semble caractériser dorénavant l'ancrage durable des organisations terroristes dans les périphéries des états fragiles du continent. Celle de l'« endogénéisation » d'opportunité de ses combattants, tout d'abord ; la plupart d'entre eux étant issus de la communauté *Mwani*, à dominante musulmane et se sentant marginalisée, et favorisant *de facto*, une forte radicalisation de cette jeunesse désœuvrée, comme l'excellente étude du chercheur de l'IFRI, Benjamin Augé, « *Mozambique : les défis sécuritaires, politiques et géopolitiques du boom gazier* », publiée en août 2020, le confirme.





D'autre part, celle de la dimension transfrontalière de son rayonnement, de part et d'autre de la frontière entre la Tanzanie et le Mozambique, sur le modèle de l'enkystement des GAT dans la région des trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso) ou encore dans la région du lac Tchad et de la Forêt de Sambisa (Nord-est du Nigéria), de la région camerounaise de l'Extrême Nord, et de Diffa, au Sud-est du Niger.

Pour éviter qu'une telle contagion se reproduise qui risque de contaminer l'Afrique australe, comme auparavant les parties septentrionales de la rive orientale du continent (Somalie, Kenya), il faut agir vite, avant qu'il ne soit trop tard et qu'un nouveau front anti-terroriste ne doive mobiliser la communauté internationale, huit ans après avoir dû le faire dans la bande sahélo-saharienne.

## ***Pourquoi l'Iran rejette la main tendue par Joe Biden***

***Téhéran accentue la pression sur Washington, Riyad et Tel-Aviv pour négocier à ses conditions. Pendant ce temps, son programme nucléaire continue d'avancer.***



***Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré qu'il souhaitait que les États-Unis lèvent toutes leurs sanctions avant que l'Iran revienne à ses engagements sur le nucléaire.***

© - / KHAMENEI.IR / AFP - Par Armin Arefi

Publié le 01/03/2021 à 16h00

La tentative de rapprochement initiée par Joe Biden avec l'Iran vient de connaître un sérieux coup de froid. La République islamique a rejeté ce dimanche la proposition européenne d'une réunion informelle impliquant pour la première fois Iraniens et Américains afin que les deux parties reviennent au respect de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA), jugeant que le moment n'était pas « approprié ». « Il n'y a toujours pas eu de changement dans les positions et le comportement des États-Unis » vis-à-vis de l'Iran, a expliqué dans un communiqué le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saeed Khatibzadeh. La Maison-Blanche a pris acte de la décision iranienne tout en se disant « prête à renouer avec une diplomatie significative pour parvenir à un retour mutuel au respect des engagements » inclus dans le JCPOA.

Le nouveau rebondissement, dans ce dossier épineux qui n'en manque pas, suggère que les négociations pour un retour commun de l'Iran et des États-Unis au sein de l'accord sur le nucléaire, priorité annoncée de l'administration Biden dans la région, seront longues et périlleuses. « Pourquoi l'Iran négocierait avec les États-Unis pour qu'ils reviennent à l'accord sur le nucléaire alors que ce sont eux qui s'en sont unilatéralement retirés ? », questionne Hamzeh Safavi, professeur de sciences politiques et membre du conseil scientifique de l'université de Téhéran, interrogé par *Le Point*. « Si Téhéran voulait négocier sur les conditions d'un retour de Washington au JCPOA, alors il l'aurait fait sous Donald Trump qui proposait à l'Iran bien plus. »

### ***100 milliards de dollars***

L'ancien président américain s'est retiré en mai 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien, qui limitait drastiquement les activités nucléaires de l'Iran et que respectait pourtant Téhéran, arguant que l'accord ne répondait pas à toutes les problématiques posées par la République islamique dans la région (activités « déstabilisatrices », programme de missiles balistiques). Dès lors, Donald Trump a imposé à l'Iran une « pression maximale » sous la forme de plusieurs salves de sanctions empêchant Téhéran d'exporter son pétrole et l'isolant entièrement du système financier international.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 18

« Le retrait américain du JCPOA a coûté plus de 100 milliards de dollars à l'Iran, alors que les États-Unis n'ont strictement rien perdu », pointe Hamzeh Safavi. « Et ce sont maintenant les Américains qui posent des conditions à leur retour ? ».

Sauf que la République islamique s'est à son tour affranchie de ses engagements à partir de mai 2019 en reprenant, pas à pas, ses activités nucléaires les plus sensibles. Elle a accumulé à ce jour un stock d'uranium enrichi de 2 967,8 kilos, dépassant de quatorze fois la limite autorisée par le JCPOA (202,8 kilos), et a redémarré au mois de janvier son enrichissement d'uranium à 20 %, un seuil bien supérieur à celui fixé par l'accord (3,65 %). En février, l'Iran a même été jusqu'à produire de l'uranium métal, officiellement pour alimenter son réacteur de recherche à Téhéran, mais qui peut être utilisé dans la confection d'une arme atomique. La République islamique jure qu'elle ne cherche pas la bombe nucléaire et explique qu'elle reviendra à l'intégralité de ses engagements dès lors que les États-Unis, seul pays à avoir officiellement quitté l'accord, réintégreront le texte et lèveront la totalité de leurs sanctions.

## **« Trois à quatre mois de la bombe » (Blinken)**

Or, à Washington, on rappelle que l'état d'avancement du programme nucléaire iranien est aujourd'hui beaucoup plus inquiétant qu'il ne l'était en mai 2018. D'après le secrétaire d'État Antony Blinken, Téhéran ne se trouverait plus qu'à « trois ou quatre mois de la bombe » s'il décidait de se lancer dans sa fabrication [le renseignement militaire israélien évalue pour sa part cette durée à deux ans, NDLR]. « Sur l'Iran, l'idée avec nos alliés est d'agir avant l'élection présidentielle en Iran », confiait le mois dernier un diplomate au sujet du scrutin de juin prochain, que l'on dit à ce stade promis à un conservateur iranien, plus intransigeant sur le nucléaire que l'actuel gouvernement « modéré » de Hassan Rohani. « On se dit qu'il vaut mieux soutenir des gens engagés avec nous pour des espoirs de progrès que des politiciens qui sont contre nous. »

Après avoir tout d'abord exigé de l'Iran qu'il mette en premier lieu fin à ses violations, avant que les États-Unis n'acceptent de rejoindre l'accord et de lever leurs sanctions, Washington se dit désormais prêt à réaliser des gestes simultanés avec Téhéran. « La possibilité serait de réaliser, en collaboration avec nos alliés, des mesures intérimaires, des petits pas qui puissent rétablir la confiance », ajoutait le diplomate précité, avant de souligner l'objectif final recherché par les États-Unis : un accord global englobant toutes les problématiques liées à la République islamique. « Le JCPOA n'a jamais été la réponse au mauvais comportement de l'Iran dans la région », résumait le diplomate. Mais cette perspective est catégoriquement rejetée à Téhéran. « Ces questions sont des lignes rouges que les Iraniens ne franchiront pas », juge le chercheur Hamzeh Safavi, très connecté aux milieux sécuritaires du pays. « L'Iran n'a plus aucune confiance dans les États-Unis et même l'Europe. La seule chose qui lui a permis de survivre est son influence régionale et ses missiles, d'autant que Téhéran a le sentiment que Joe Biden poursuit la même politique que Donald Trump à son encontre. »

## **Frappes américaines**

La fin de non-recevoir opposée pour l'heure par Téhéran à Washington intervient dans un contexte régional explosif. Pour la première fois depuis son investiture, Joe Biden a demandé à l'armée américaine de frapper des positions de milices irakiennes pro-iraniennes en Syrie, ce qui était jusqu'ici l'apanage d'Israël. Deux bombardiers F15 ont largué vendredi à l'aube sept bombes à guidage de précision sur un complexe utilisé par les factions irakiennes Kataëb Hezbollah et Kataëb Sayyed al-Chouhada, à l'œuvre en Irak et en Syrie, faisant au moins 22 morts. Ces groupuscules chiites, membres de la puissante coalition d'organisations paramilitaires du Hachd al-Chaabi, désormais intégrée à l'État irakien, sont soupçonnés d'être derrière les récentes attaques à la roquette qui ont visé coup sur coup le mois dernier une base de la coalition internationale anti-Daech à Erbil, au Kurdistan irakien, l'ambassade des États-Unis à Bagdad et la base irakienne de Balad, plus au nord, faisant au total deux morts dont un entrepreneur civil étranger.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 19

En décidant de riposter militairement contre ces milices chiites, le président américain « envoie un message sans ambiguïté selon lequel il va agir pour protéger les Américains [...] au moment et de la façon de son choix », a expliqué vendredi la porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki. Soucieux néanmoins de ne pas provoquer d'escalade avec ces alliés de l'Irak, Joe Biden s'est gardé de cibler ces factions sur le territoire irakien. Mais bien au-delà de l'Irak, les groupes armés inféodés à Téhéran font actuellement feu de tout bois contre les alliés des États-Unis dans la région, pour rehausser la position de l'Irak dans l'optique de futures négociations.

## **Attaques liées à l'Irak**

Premier d'entre eux, l'Arabie saoudite, cible d'attaques répétées en provenance du Yémen voisin, où elle est engagée dans une guerre dévastatrice depuis 2015, ou de l'Irak. Ce week-end, les forces de défense aériennes saoudiennes ont ainsi déjoué un tir de missile contre Riyad et intercepté des drones lancés en direction du sud du pays. Des appareils électroniques téléguidés, munis d'explosifs, ont même pénétré dans l'enceinte du palais royal d'al-Yamama, dans la capitale saoudienne, le 23 janvier dernier, selon le quotidien américain *Wall Street Journal*. Si les houthis, opposés à Riyad au Yémen, ont revendiqué les attaques, les experts n'ont que peu de doutes quant à l'implication de l'Irak, qui arme les rebelles yéménites. Enfin, la République islamique est accusée ce lundi par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu d'être derrière l'explosion qui a frappé la semaine dernière au large d'Oman le *MV Helios Ray*, un navire israélien qui transportait des véhicules, ce que s'est empressé de démentir dans la foulée Téhéran. Pourtant, le quotidien ultraconservateur iranien *Keyhan* a bel et bien écrit ce dimanche que les attaques contre l'Arabie saoudite et Israël faisaient partie de la réponse iranienne aux agressions dont ses forces sont victimes dans la région.

« *L'Irak a la capacité d'augmenter son influence dans la région* », pointe le chercheur iranien Hamzeh Safavi. « D'une part, pour amener les États-Unis à revenir dans l'accord sur le nucléaire iranien, et de l'autre pour encourager l'Arabie saoudite à négocier avec l'Irak, ce qu'elle s'est refusée à faire sous Donald Trump en pensant qu'elle n'en avait pas besoin. » Au contraire, un diplomate occidental estime pour sa part que, peu importe si la République islamique s'estime flouée sur le dossier du nucléaire iranien, c'est elle qui se retrouve aujourd'hui en position de faiblesse et qui a le plus besoin d'un retour américain dans l'accord pour obtenir une levée des sanctions qui étouffent son économie. Pas les États-Unis.

## **Comment la Chine pousse ses pions à l'université Tandis que Pékin et ses Instituts Confucius convertissent jusqu'au sein des directions d'universités françaises, des sinologues tirent la sonnette d'alarme.**

*De notre correspondant à Hongkong, Jérémy André - Publié le 26/02/2021 à 07h00 - Modifié le 26/02/2021 à 17h39*

Début septembre 2019, à Urumqi, capitale de la région ouïgoure du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, Christian Mestre, élégant doyen honoraire de la faculté de droit de Strasbourg, participe à un « séminaire international sur la lutte contre le terrorisme, la déradicalisation et la protection des droits de l'homme », organisé par la République populaire de Chine. Ses déclarations sont retranscrites par les médias d'État, l'agence Xinhua et le quotidien nationaliste *Global Times*. Pour Pékin, elles valent de l'or.

« *J'espère que la France et d'autres pays européens pourront adopter les réponses données par le Xinjiang* », plaide le doyen Mestre, à en croire les journalistes chinois. Il a lui-même visité à Kashgar un des « centres d'éducation professionnelle », le nom donné par Pékin à ses camps de rééducation. Il garantit que les autorités chinoises disent vrai : non, elles n'ont pas interné de force des centaines de milliers d'Ouïgours. « *Ces gens ne sont pas en prison, mais envoyés en formation obligatoire* », atteste le professeur.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20



**Instrumentalisé.** *Christian Mestre, doyen honoraire de la faculté de droit de Strasbourg au « séminaire international sur la lutte contre le terrorisme, la déradicalisation et la protection des droits de l'homme », à Urumqi, en Chine, en septembre 2019.*

En France, regrette-t-il, les restrictions des libertés restent « insuffisantes ». « Il serait nécessaire d'augmenter le contrôle d'une partie de la population [...] intéressée par les appels au djihad. » Cette apologie de la rééducation de populations musulmanes par la Chine, portée par le référent laïcité de la Conférence des présidents d'université de France, est pourtant passée inaperçue. Le débat sur les Ouïgours est alors avancé aux États-Unis, qui votent en ce même mois de septembre 2019 une loi pour défendre les droits de cette minorité. La France, elle, ne s'éveillera vraiment à la question qu'en 2020.

« **Négationnisme** ». Interrogés aujourd'hui, les sinologues de l'université de Strasbourg n'en reviennent pas. « Ce n'est bien entendu pas la position du département de chinois de l'université de Strasbourg », réagit Thomas Boutonnet, directeur du département d'études chinoises. « Ce n'est pas notre rôle d'universitaires de porter un tel discours politique. Car ce n'est même plus de la naïveté que de dire cela, c'est du négationnisme. » Marie Bizais-Lillig, maître de conférences, se dit « extrêmement choquée ». « C'est digne des voyages d'Aragon en URSS, ou des collaborationnistes dans l'Allemagne nazie. » Interrogé, Christian Mestre reconnaît le voyage, la conférence, et une interview où il aurait posé la question : « Vaut-il mieux mettre des radicalisés en prison, comme en France, ou dans des structures d'enseignement et de déradicalisation, comme en Chine ? » Il nie avoir défendu par là la politique chinoise au Xinjiang, et accuse les journalistes d'avoir inventé certains propos. Dans ce cas, pourquoi n'avoir pas démenti depuis dix-huit mois ? « Je ne vois pas pourquoi je devrais m'excuser, je suis venu en tant qu'universitaire ! » rétorque-t-il. Il finit par admettre : « Je reconnais que j'ai été instrumentalisé. » Mais il dit faire tout cela pour maintenir des échanges universitaires avec la Chine.

En haut lieu, l'influence croissante de la Chine dans le monde académique français est taboue. Les directions protègent la manne des frais de scolarité des 35 000 étudiants chinois en France et des coopérations bilatérales. La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Frédérique Vidal, s'est rendue en Chine, en février 2019, pour signer une série d'accords. Dix-huit Instituts Confucius, destinés à l'enseignement du chinois et à la promotion de la culture chinoise, ont ouvert en France en quinze ans, dont dix dans des établissements supérieurs.



**Pas de côté.** Le dalaï-lama, accompagné de Matthieu Ricard (à dr.) à l'Institut national des langues et civilisations orientales, en septembre 2016. Invité également par Sciences Po, il aurait dû inaugurer le programme Emouna de « dialogue entre les religions ». Une visite subitement annulée.

« **Chevaux de Troie** ». Dans d'autres pays occidentaux, pourtant, l'entrisme de la République populaire dans l'enseignement supérieur est devenu une affaire d'État. En 2020, Washington a classé le réseau des Instituts Confucius comme « mission diplomatique », pour se donner les moyens de contenir ses opérations d'influence, et a restreint l'accès des étudiants chinois. Les campus australiens (qui accueillent 260 000 étudiants chinois !) se déchirent entre pro et anti-Chine. À Brisbane, en juillet 2019, un sit-in d'une poignée d'étudiants soutenant la démocratie à Hongkong a été violemment pris à partie par des centaines d'étudiants chinois et des gros bras envoyés par le consul de Chine. Cet incident, et une cascade de révélations, a poussé Canberra à lancer une enquête parlementaire sur les ingérences étrangères dans ses universités. En Europe, la Belgique a expulsé en 2019 le directeur de l'Institut Confucius de la VUB (l'Université libre de Bruxelles flamande), accusé d'espionnage. En France, le débat ne prend pas.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Pourtant, dans le secret des amphis, les problèmes s'accumulent. Les experts français interrogés voient les Instituts Confucius comme des « chevaux de Troie ». Des « bras armés de la propagande, juge carrément la tibétologue Françoise Robin, de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). *Même avec des cours de langue, on peut faire passer des idées politiques, comme montrer des cartes de Chine qui incluent Taïwan. L'Institut Confucius a tenté d'entrer à l'Inalco, mais nous n'en avons pas besoin, cela fait cent cinquante ans que nous enseignons le chinois.* » La vénérable école des Langues O' sait se défendre. En 2016, elle a invité le dalaï-lama pour une conférence. « *L'Inalco a reçu des courriers officiels de l'ambassade de Chine demandant à ce que l'on ne le reçoive pas* », se rappelle la tibétologue. Une lettre consultée par *Le Point* dissimule derrière une litote un avertissement sur le « *maintien de la bonne relation entre l'Inalco et la Chine* ».

## 35 000

C'est le nombre d'étudiants chinois en France, en hausse de 40 % en dix ans. Il s'agit de la plus importante communauté avec les Marocains.

**Le dalaï-lama décommandé.** « *Ils sont aussi venus deux fois*, ajoute la professeure Robin. *À l'oral, ils sont moins subtils.* » La direction craint alors que l'envoi d'une trentaine d'étudiants en échange en Chine soit mis en péril. « *La présidente de l'époque, Manuelle Franck, était choquée. Elle a tenu bon. Elle a elle-même été présente sur scène durant toute la conférence, alors que l'ambassade le lui avait défendu. Finalement, il n'y a eu aucun problème. Elle s'est même rendue au mois de décembre suivant en Chine et y a signé de nouveaux accords de coopération ! Cela prouve qu'il ne faut pas céder. Sinon, ils vous considèrent comme faible.* »

À la même époque, le dalaï-lama était aussi invité à Sciences Po. Dans les mails préparatoires obtenus par *Le Point*, la direction donnait du « Sa Sainteté » à Tenzin Gyatso, trop heureuse que la plus célèbre figure du bouddhisme inaugure son programme Emouna de « dialogue entre les religions ». Puis subitement, durant l'été, Sa Sainteté a été décommandée, en quelques coups de téléphone gênés, au prétexte de faire doublon avec son intervention au collège des Bernardins, associé à Emouna. La Rue Saint- Guillaume a nié avoir cédé face à des pressions chinoises. Elle est une des grandes écoles les plus investies en Chine, avec 22 partenariats, un bureau à Pékin et 400 Chinois sur son campus parisien.

« *On travaille avec la Chine comme on travaille avec le reste du monde*, explique Vanessa Scherrer, vice-présidente de Sciences Po chargée des affaires internationales. *Nous suivons trois axes stratégiques dans toute notre politique internationale. Nos échanges sont toujours égaux et strictement symétriques. Autant d'étudiants partent en échange en Chine que nous en recevons de Chine. Ensuite, nous veillons à diversifier notre internationalisation, ce qui nous évite de nous retrouver dans une américaines de mieux le surveiller et de contrer ses opérations d'influence étrangère.*

**Mélange des genres.** Tandis que les sinologues s'effarouchent, Mestre, expert du droit européen, devient le champion de Pékin à l'université. En septembre 2014, sa faculté accueille une série de manifestations sur le Tibet, avec des conférences, expositions, danses et concerts organisés « *à la demande du consulat général de la Chine à Strasbourg* », selon les termes d'un mail envoyé par le doyen. Lors de sa réception de départ, début 2015, le consul de Chine de l'époque, Zhang Guobin, remercie chaudement « *Mme Fei Jin-Mestre, qui a beaucoup œuvré pour l'organisation et la bonne réalisation de nombreuses manifestations culturelles et artistiques* ». L'épouse du doyen, ex-étudiante de l'École de management de Strasbourg, a créé début 2013 Sinostras, société d'événementiel à la manœuvre pour la Semaine du Tibet. « *La conférence inaugurale assurait que le Tibet n'avait jamais été annexé, que l'intervention chinoise de 1950 était réclamée par les Tibétains* », se souvient Nicolas Nord, maître de conférences en droit. L'ironie, selon Nord, est que Mestre, qui avait été son professeur dans les années 1990, donnait autrefois dans ses cours l'invasion du Tibet comme l'exemple type d'une agression en droit international !



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

« Certains de mes collègues l'ont très mal pris, parce que par principe il serait condamnable de travailler avec le consulat chinois, se défend Mestre, qui dit avoir voulu permettre un débat. Pour avoir des acteurs tibétains et un ancien ministre chinois des Affaires étrangères, cela me semble difficile de le faire, sauf de manière officielle, compte tenu du système chinois. » C'est le début d'un mélange des genres toujours plus grand entre propagande et activité académique. En 2015, Mestre co-organise un forum sur les droits de l'homme Chine-Europe à la Cour européenne des droits de l'homme. L'événement est à l'initiative de la Société chinoise pour les études sur les droits de l'homme, un faux groupe indépendant de chercheurs créé par l'État chinois en 1993 et dirigé par un cadre du Département des affaires publiques, le service de propagande. Une pure opération de blanchiment, au cœur des institutions européennes. « Ce n'est pas le ministère de la propagande », croit savoir Mestre, ignorant l'historique de l'institution. Zhang Guobin, son ami ancien consul de Strasbourg, en devient l'un des dirigeants.

Ceux qu'effrayait l'idylle du mandarin français avec la propagande chinoise ont cru qu'il avait rattaché en 2016, quand il a échoué à se faire réélire doyen. Depuis, même s'il se présente comme « doyen honoraire de la faculté de droit de l'université de Strasbourg », il s'en est éloigné, donnant un temps des cours au Collège d'Europe à Bruges et multipliant les voyages en Chine. « L'une des motivations, il ne s'en est jamais caché, c'était de voyager dans des conditions royales, confie Nicolas Nord. Cela lui a offert une forme de revanche par rapport à tout ce qui s'est passé, notamment à la fin de son mandat de président. » À moins de 40 ans, Mestre avait présidé de 1998 à 2003 !

**L'université Robert Schuman, un établissement fusionné par la suite dans l'université de Strasbourg.** Ces débuts prometteurs s'étaient mal passés, tout comme son mandat de doyen.



**Amitié.** Christian Mestre est ici assis à droite de Zhang Guobin (en bas, au centre), consul général de Chine à Strasbourg de 2012 à 2015.

**Diplomatie parallèle.** Il va donc se refaire en Chine. En novembre 2017, il est engagé comme professeur associé à l'université du Sud-Ouest, à Chongqing, et devient Senior Adjunct Fellow au Charhar Institute - dont l'ex-consul à Strasbourg est secrétaire général. Cette organisation est l'un des trois plus importants think tanks chinois, ces groupes de réflexion en théorie indépendants des gouvernements en Occident, mais pas en Chine. S'il n'est pas affilié directement à un ministère, Charhar a été créé par Han Fangming, vice-président de la commission des affaires étrangères de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), une assemblée fantôme qui sert à la politique d'influence sociale et internationale du Parti communiste chinois. « La CCPPC, c'est l'expression institutionnelle du Front uni, le réseau d'influence du Parti communiste chinois, décrypte Nadège Rolland, chercheuse au National Bureau of Asian Research, un think tank américain. La mission du Front uni est d'étendre le cercle des "amis de la Chine" et de former des alliances temporaires avec des gens qui ne sont pas des ennemis du Parti. L'objectif est de servir le Parti, par exemple en signant des contrats sur les "nouvelles routes de la soie", ou en défendant la "lutte antiterroriste" au Xinjiang. »

Cette stratégie de séduction globale vise d'abord les « délaissés », les pays et les régions laissés pour compte de la mondialisation libérale et du camp occidental, et les institutions de deuxième ou troisième rang, comme certaines universités françaises. Dans cette diplomatie parallèle, on masque les ambitions tournées contre les démocraties occidentales et les sujets qui fâchent. Tout est « enrobé dans une sorte de coulis mielleux », l'image d'une « civilisation pacifique », qui « voit dans la longue durée », résume Nadège Rolland. « En réalité, on n'est pas dans le soft power, prévient cette ancienne du ministère de la Défense. On est dans la puissance dure, orwellienne. » Comme quand le Front uni monte en ligne pour défendre la Chine sur les Ouïgours ou Hongkong. « Je ne suis pas du tout rémunéré par Charhar, assure Christian Mestre, tout en reconnaissant en revanche être payé pour ses cours à l'université de Chongqing. Je fais cela par amitié pour des membres du think tank. »



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 23

**Trouble-fête.** Ne le croisant plus qu'une ou deux fois par an sur leur campus, les collègues de Mestre à l'université de Strasbourg l'ont presque oublié. Mais la Chine se rappelle à eux.

Le 24 janvier 2019, le département de chinois accueille une journée d'études sur la « population ouïgoure au Xinjiang, entre acculturation et persécutions », un colloque avec certains des meilleurs spécialistes francophones de la question. Le consulat de Chine a menacé en vain la présidence de l'université de Strasbourg. Faute d'avoir fait annuler l'événement, deux envoyés du consulat, qui se présentent comme de simples citoyens chinois, perturbent les débats. Le directeur du département, Thomas Boutonnet, se retrouve pris en tenaille entre la « pugnacité et la violence » des paroles des trouble-fête et les réactions du public. « *J'ai coupé court au bout d'un quart d'heure, raconte-t-il. Ce qui m'a mis hors de moi, c'est quand je me suis aperçu qu'ils avaient déposé des petits pamphlets sur "Les progrès de la cause des droits de l'homme au Xinjiang" sur les tables à la sortie, comme s'il s'agissait de documents officiels du séminaire. Ça a été la goutte de trop. Le président de l'université de Strasbourg, Michel Deneken, a fait ce qu'il fallait et a écrit au consul un courrier en mettant en valeur la liberté scientifique.* »

Rien n'a filtré publiquement, au risque de donner aux diplomates chinois un sentiment d'impunité. En avril 2019, Nicolas Nord dîne au consulat de Chine. Le doyen honoraire est là. « *J'ai assisté bien malgré moi à la genèse du voyage de Christian Mestre au Xinjiang, admet-il. Le consul lui a fait cette proposition d'un voyage tous frais payés. En quelques minutes, c'était réglé.* » On connaît la suite. Le séminaire est encore une fois organisé par la Société chinoise pour les études sur les droits de l'homme et présidé par le numéro deux du Bureau central de la propagande, Jiang Jianguo ! Mestre, lui, a prononcé un des discours d'ouverture. Et il ne s'est pas arrêté là. Il a continué d'intervenir dans des médias chinois en 2020, cette fois sur le Covid-19. Au cours d'une conférence organisée à Chongqing, par la même Société chinoise, il a accusé le gouvernement français d'avoir privé les « groupes vulnérables » et les « soignants » de leur droit à la vie, par sa « négligence » et ses « erreurs ». Et d'appeler ses collègues chinois à « organiser d'ici à deux ou trois ans une conférence spéciale sur la responsabilité des États pour avoir enfreint les droits de l'homme lors de la crise du coronavirus ». Pour faire le procès des dirigeants occidentaux, pas de Pékin.



**Militant.** Drew Pavlou, étudiant, avait été suspendu deux ans de l'université du Queensland, à Brisbane, pour avoir organisé le 24 juillet 2019 un sit-in non violent en soutien aux manifestants hongkongais. Réintégré sur le campus en mars, cette année, il n'a pas cessé de dénoncer les ingérences chinoises dans les universités australiennes. « **Déontologue de l'Eurométropole de Strasbourg** ». S'ils s'inquiètent d'un engagement de plus en plus politique, ses confrères strasbourgeois pointent une « dérive individuelle », rappellent les partenariats sérieux dans de très nombreux domaines, en particulier

en droit, pour le programme sur la propriété intellectuelle mené avec une université de Wuhan. Contactée par mail, la présidence de l'université de Strasbourg n'a pas répondu à nos questions ni précisé si les activités du doyen honoraire et d'éventuels revenus en Chine *déontologie dans les élites françaises. Après, on s'étonnera de la méfiance généralisée dans la population.* » étaient déclarés à sa hiérarchie, comme l'impose la loi-décret de 1936 sur le cumul d'activités des agents publics. « *Les universitaires chinois ne sont pas tous des suppôts du régime de Xi Jinping* », se défend Mestre, niant « *tout contact avec des représentants officiels du régime* » - tout en reconnaissant ses liens avec Zhang Guobin, et en admettant que le « *Conseil d'État gère tous les déplacements* ». Il renvoie dos à dos sociétés savantes des régimes autoritaires, soumises au pouvoir politique, et celles des démocraties, « *sensibles à l'argent* ». Loin d'être mis sur la touche, il a accroché en décembre 2020 un nouveau titre à son CV long comme le jabot de sa robe de juriste : « *déontologue de l'Eurométropole de Strasbourg* », présidée par l'écologiste non encartée Pia Imbs. Un poste clé pour juger des conflits d'intérêts, alors que l'Alsace accueillera bientôt une méga-usine de Huawei et débat du déploiement de la 5 G. « *C'est confier au loup la garde de la bergerie* », s'est étranglé un de ses confrères.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 24

Informé de cette nomination à l'Eurométropole, Raphaël Glucksmann, élu (Place publique) au Parlement européen, à la tête d'une commission spéciale sur les ingérences étrangères, est abasourdi : « *Qu'une personne aussi liée aux intérêts chinois soit nommée "déontologue de l'Eurométropole" en pleine polémique sur l'implantation de Huawei en Alsace en fait un cas emblématique de ce qui se passe en Europe. Ce cocktail de cynisme et de naïveté pose de vrais problèmes de sécurité nationale et de souveraineté des institutions démocratiques. Si les élites se vendent à la Chine et des mandarins se transforment en lobbyistes, blanchissent le plus grand internement de masse de notre époque, c'est qu'il y a un grave problème de situation de dépendance. Les étudiants chinois à Sciences Po sont dans le top 5 des étudiants étrangers, mais ne dépassent pas 3 % de nos effectifs. Enfin, nous avons pour principe de travailler avec le monde entier, parce que ces échanges sont une voie importante du dialogue entre les nations.* » Interrogée sur les difficultés des chercheurs pour travailler sur la Chine, elle affirme que Sciences Po n'y a pas encore été confronté. « *On a discuté de l'adaptation de la loi sur la sécurité nationale à Hongkong* », reconnaît-elle tout au plus, faisant référence à la loi imposée en 2020 par Pékin, qui comprend une dimension extraterritoriale ayant forcé nombre d'institutions anglo-saxonnes à prendre les devants pour protéger leurs étudiants chinois. « *On ne transigera jamais avec la liberté et la sécurité de nos étudiants et de nos chercheurs.* »

**Pressions.** À l'université de Strasbourg, on s'est sans doute dit la même chose, quand la région Alsace a signé à la fin des années 2000 des accords avec la Chine prévoyant notamment la création d'un Institut Confucius. Une première tentative d'intégration à l'université échoue en 2008. L'institut s'est donc ouvert à l'extérieur. « *À partir de l'automne 2012, l'université a subi beaucoup de pressions, pas seulement de la Chine, mais aussi de la région, pour l'intégrer en son sein* », confie Marie Bizais-Lillig, spécialiste de littérature chinoise, qui a tenté à l'époque de trouver un compromis. L'accord initial doit s'achever en avril 2013. Les autorités chinoises font miroiter de nouveaux investissements en Alsace si l'institut est rattaché à l'Unistra. Les universitaires proposent un montage qui l'intégrerait nominativement, mais avec des garde-fous et hors de leurs locaux. L'offre est déclinée par la Chine. Surgit alors Christian Mestre, élu doyen de la faculté de droit en 2011. « *En mai 2013, il s'est proposé pour intégrer l'Institut Confucius dans sa faculté*, note Marie Bizais-Lillig. *Cela ne faisait pas grand sens.* » L'institut restera à sa place, indépendant de l'université, dans un appartement mis à disposition par la ville de Strasbourg. Des échecs et des scandales ailleurs confirment les universitaires strasbourgeois dans leur prudence. En septembre 2013, leurs confrères lyonnais claquent la porte de l'Institut Confucius intégré à Lyon 2 et 3. Il n'y survivra pas. Après quatre ans de relative liberté pédagogique, le Hanban, quartier général des instituts, a fini par vouloir censurer les programmes.

## **Le réseau des Instituts Confucius**

La France héberge 18 Instituts Confucius. Le premier a ouvert en octobre 2005 à l'université de Poitiers, en partenariat avec l'équipementier télécom chinois ZTE. En 2013, les universités de Lyon ont fermé le leur, refusant de se soumettre à la censure de Pékin. L'année suivante, à la suite d'un autre incident de censure à l'institut de Braga, au Portugal, plusieurs universités occidentales, comme Stockholm et Chicago, quittent le programme. Le 18 e Institut Confucius de France a été inauguré en 2019 à Pau. En 2020, le réseau des « IC » aux États-Unis a été classé « mission diplomatique », ce qui permet aux autorités

## **Méditerranée orientale : La Turquie met en garde la Grèce, l'UE et Israël via une note diplomatique**

Le 15 mars, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a fini par se dire « sérieusement préoccupé » par les divergences entre certains alliés et la Turquie, en raison du comportement de cette dernière. Or, le même jour, la presse turque a rapporté qu'Ankara venait d'adresser une note diplomatique à la Grèce, l'Union européenne [UE] ainsi qu'à Israël pour les mettre en garde contre tous travaux dans les eaux relevant du plateau continental qu'elle revendique en Méditerranée orientale.





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 25

Plus précisément, pour la Turquie, d'éventuels travaux ne peuvent être lancés sans son autorisation préalable. Pour cela, elle s'appuie sur l'accord qu'elle a conclu sur ses frontières maritimes avec le gouvernement d'union nationale libyen [GNA], en novembre 2019.

Pour rappel, cet accord permettrait à la Turquie d'augmenter la surface de son plateau continental de 30% en faisant fi de la Grèce, de l'Égypte et de la République de Chypre. L'objectif était de donner un vernis juridique aux visées turques sur les importants gisements d'hydrocarbures en Méditerranée orientale tout en torpillant les projets gaziers d'Athènes, de Nicosie et du Caire.

La note diplomatique turque a été émise alors que, après avoir lancé le projet de gazoduc EastMed, la Grèce, Israël et la République de Chypre ont récemment décidé l'installation du plus long câble électrique sous-marin du monde [plus d'un millier de kilomètres] afin de relier leurs réseaux électriques respectifs. Or, la Turquie estime qu'un tel câble passerait par le plateau continental qu'elle revendique...

Seulement, la validité de l'accord conclu par Ankara et le GNA est discutable juridiquement.

« Ce protocole d'accord turco-libyen sur la délimitation des juridictions maritimes en Méditerranée enfreint les droits souverains des pays tiers et ne respecte pas le droit de la mer », avait ainsi fait valoir l'UE en décembre 2019.

En outre, le GNA n'étant pas soutenu par le Parlement libyen élu en juin 2014, le texte ne pouvait être ratifié... Peut-être le sera-t-il maintenant que la Libye a un nouveau Premier ministre, en la personne d'Abdelhamid Dbeibah, qui a obtenu la confiance des députés, contrairement à Fayez al-Sarraj, son prédécesseur.

Quoi qu'il en soit, la mise en garde d'Ankara est survenue alors que doit se tenir, à Athènes, ce 16 mars, une réunion des diplomates grecs et turcs pour évoquer les tensions en Méditerranée orientale. Histoire de donner le ton, la Turquie a dit souhaiter que la Grèce « abandonne son comportement provocateur et intransigeant le plus tôt possible. »

« La Grèce veut transformer les questions gréco-turques en un problème entre la Turquie et l'UE et entre la Turquie et les États-Unis mais [...] nous ne l'acceptons pas » et « cela ne va conduire nulle part », a par ailleurs prévenu Hulusi Akar, le ministre turc de la Défense, qui a également critiqué les récents achats d'armements effectués par Athènes auprès de la France.

*opex360.com*

## ***L'US Navy n'est plus la plus grande flotte du monde : un autre pays est passé en tête***

Depuis fin 2020, la Chine possède la plus grande flotte du monde.

En 2018, le président chinois Xi Jinping avait revêtu un uniforme militaire et était monté à bord d'un destroyer de l'Armée populaire de libération. Il avait, ce jour-là, rappelle CNN, prononcé ces mots : "Notre mission de construire une marine puissante n'a jamais été aussi urgente qu'aujourd'hui." Des actes ont suivi les déclarations et la Chine possède en 2021 la plus grande flotte du monde, devant la US Navy.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 26

En 2018, le chantier naval chinois avait déjà commencé depuis plusieurs années. L'ambition de Xi Jinping de renforcer l'armée chinoise pour en faire une force de combat capable de rivaliser avec l'armée américaine est connue.

En 2015, la marine de l'Armée populaire de libération (PLAN) comptait 255 navires de combat dans sa flotte, selon l'Office of Naval Intelligence (ONI) des États-Unis. Fin 2020, elle en comptait 360, soit plus de 60 de plus que la marine américaine. L'Armée populaire de libération comptera probablement 400 navires de combat dans quatre ans, toujours selon les prévisions de l'ONI.

**"La force de combat de la marine chinoise a plus que triplé en seulement deux décennies"**, peut-on lire dans un rapport de décembre des dirigeants de la marine américaine, des Marines et des garde-côtes.

"Commandant déjà la plus grande force navale du monde, la République populaire de Chine construit des navires combattants de surface, des sous-marins, des porte-avions, des avions de chasse, des navires d'assaut amphibies, des sous-marins lanceurs de missiles, de grands garde-côtes et des brise-glaces polaires modernes à une vitesse alarmante".

## **Les objectifs des Etats-Unis**

La Chine pourrait donc posséder 400 navires d'ici 2025. Le plan de construction navale américain fixe, lui, l'objectif (sans date précise) d'une flotte de 355 navires.

Cependant, cela ne signifie pas que la marine américaine est moins puissante, nuancent des analystes auprès du média américain. Dans ses rangs, la marine américaine compte plus de 330 000 hommes en service actif, contre 250 000 pour la Chine.

En outre, l'US Navy a toujours plus de tonnage que la Chine. Les navires plus grands et plus lourds, comme les destroyers à missiles guidés par exemple. Ces navires donneraient aux États-Unis un avantage significatif en ce qui concerne la capacité de lancement de missiles de croisière.

*dhnet.be*

## **Le chef du Pentagone veut une dissuasion militaire «crédible» face à la Chine**

Lloyd Austin a choisi l'Asie pour son premier voyage à l'étranger. L'« avantage concurrentiel » des États-Unis face à la Chine s'est « érodé », a-t-il fait remarquer.

*Par Le Figaro avec AFP*

Le ministre de la Défense américain Lloyd Austin. *SAUL LOEB / AFP*

Le chef du Pentagone Lloyd Austin a indiqué samedi se rendre en Asie pour discuter avec les alliés des États-Unis des moyens de renforcer la coopération militaire dans la région pour créer une « *dissuasion crédible* » face à la Chine.

Le ministre de la Défense a entamé par Hawaï, siège du commandement militaire américain pour la région Indo-Pacifique (Indopacom), une tournée d'une semaine qui doit le mener à Tokyo, Séoul et New Delhi, choisissant l'Asie pour son premier voyage à l'étranger depuis sa prise de fonctions le 22 janvier.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 27

« *C'est une question d'alliances et de partenariats* », a-t-il déclaré aux journalistes qui l'accompagnent dans sa tournée. « *Il s'agit aussi de renforcer nos capacités* », a-t-il ajouté, rappelant que pendant que les États-Unis étaient focalisés sur la lutte antijihadiste au Moyen-Orient, la Chine modernisait son armée à grande vitesse. « *Notre avantage concurrentiel s'est érodé* », a-t-il noté. « *Nous avons encore un avantage mais nous allons le renforcer* ». « *Notre objectif est de nous assurer que nous avons les capacités, les plans et les concepts opérationnels pour pouvoir opposer une dissuasion crédible à la Chine ou à quiconque qui voudrait s'en prendre aux États-Unis* », a-t-il ajouté.

Le chef du Pentagone sera rejoint à Tokyo et Séoul par le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, pour des discussions avec leurs homologues japonais et sud-coréens. « *Ce que le secrétaire d'Etat et moi voulons faire, c'est commencer à renforcer ces alliances* », a-t-il dit. « *Écouter, apprendre, comprendre leur point de vue [...] avec l'objectif de coopérer avec eux pour nous assurer que nous renforçons la stabilité régionale* ».

Cette tournée en Asie des chefs de la diplomatie et de la défense des États-Unis suit un sommet inédit du « *Quad* », alliance informelle née dans les années 2000 pour contrebalancer la montée en puissance de la Chine. Elle précède la toute première réunion, en Alaska, de l'équipe Biden avec les chefs de la diplomatie chinoise Yang Jiechi et Wang Yi.

## ***Avion de combat : « un moment un peu difficile » entre la France et l'Allemagne***

Jean-Dominique Merchet - 23 mars 2021 à 12h45

***Alors que les nuages s'accumulent sur plusieurs dossiers et que le calendrier est de plus en plus serré, Paris attend que le parlement allemand s'engage sur le Système de combat aérien du futur (Scaf)***



© Sipa Press

Le chef d'état-major des armées français, le général François Lecointre, sera auditionné à huis clos par la commission de la défense du Bundestag, ce mercredi 24 mars à Berlin. Il s'agit d'une première entre les deux pays, qui fait suite à l'audition de son équivalent allemand, le général Eberhard Zorn, inspecteur général de la Bundeswehr, à l'Assemblée nationale, mercredi 17 mars.

En matière de défense, la coopération industrielle entre la France et l'Allemagne traverse une mauvaise passe. Le programme Scaf (Système de combat aérien du futur) est encalminé, alors que l'ambiance n'est guère meilleure sur d'autres dossiers, comme le char du futur MGCS, l'hélicoptère Tigre, l'Eurodrone, l'avion de patrouille maritime ou l'espace. « *C'est un moment un peu difficile* », reconnaît un interlocuteur français de haut niveau.

Le 5 février dernier, lors d'un sommet franco-allemand sur la défense, le président Macron avait pourtant parlé d'une « *nouvelle étape* » sur le Scaf « *dans les quinze prochains jours* ». Nous sommes plus d'un mois après la fin de ce délai et l'horizon reste vide. Or, le temps presse, si l'on veut tenir la promesse d'un premier vol de « *démonstrateur* » en 2026. La partie française, qui piaffe d'impatience, est totalement à la merci du calendrier parlementaire et électoral du partenaire allemand.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 28

La phase initiale du programme Scaf, dite 1A, doit s'achever en juillet prochain. Or, pour lancer la suivante (1B), il faut l'accord du Bundestag, la chambre basse allemande. Celui-ci arrive au terme de son mandat, avec des élections en septembre. Sachant que la session parlementaire s'achève fin juin et que la procédure prend entre deux et trois mois, le Bundestag doit impérativement donner son feu vert budgétaire en avril. « Le compte à rebours est assez serré » indique-t-on à Paris. « Notre ambition est d'y arriver avant l'été » confirme-t-on côté allemand.

## ***Les discussions et les désaccords portent sur deux domaines : la répartition du travail, dont la maîtrise d'œuvre, et les droits de propriété intellectuelle***

« **Piliers** ». L'affaire se joue pour l'instant entre industriels français, allemands et espagnols — Madrid a rejoint le programme — qui doivent s'entendre sur l'organisation du travail entre eux. Le programme est divisé en sept « piliers », comme le futur avion de combat en lui-même (NGF, Next generation fighter), le moteur, le combat cloud ou des systèmes d'armes.

Les discussions et les désaccords portent sur deux domaines : la répartition du travail, dont la maîtrise d'œuvre, et les droits de propriété intellectuelle. En France, Dassault Aviation, qui a le leadership sur le NGF, craint de faire les frais d'un accord trop favorable à Airbus Defence & Space. Début mars, Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation, n'a pas caché ses inquiétudes, évoquant même un plan B, en cas d'échec des discussions actuelles. Une manière de mettre la pression, même si au ministère des Armées, on assure vouloir « se concentrer sur le plan A ».

Ce plan B prendrait la forme d'un super Rafale, une nouvelle version de l'avion de combat développée en franco-français, avec éventuellement la participation minoritaire d'autres pays. Mais pas l'Allemagne. L'idée n'est pas stupide : Boeing va ainsi fournir à l'US Air Force une version très modernisée et plus puissante de son F-15, dite EX, alors que le premier F-15 est entré en service il y a quarante-cinq ans.

Côté français, on doute beaucoup des compétences allemandes dans le domaine aéronautique. Depuis 1945, l'Allemagne n'a en effet plus développé d'avion de combat... Les appareils comme le Tornado et l'Eurofighter ont bénéficié du savoir-faire de l'industrie britannique, dans le cadre d'accords de coopération.

A Paris, on souhaite « éviter les problèmes que l'on a connus auparavant » dans les programmes européens, notamment avec l'avion de transport A400M au développement laborieux et au coût très élevé. « Il faut des responsables clairement identifiés » indique un responsable de haut niveau. « Ne privilégions pas des technologies qui ne seraient pas les meilleures au nom du juste retour », ce principe qui veut que chaque pays reçoive une part d'activité à hauteur de ses investissements.

Du côté allemand, on insiste sur le fait que « l'échec n'est pas une option. Le Scaf est un élément clé de la souveraineté européenne, un engagement clair d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel. » Un échec aurait « une influence très négative » sur le couple franco-allemand, ajoute-t-on.

## ***Au-delà des rivalités entre industriels, l'une des grandes difficultés de cette coopération tient à « la différence d'organisation politique et administrative » de part et d'autre du Rhin***

**Pomme de discorde.** Au-delà des rivalités entre industriels, l'une des grandes difficultés de cette coopération tient à « la différence d'organisation politique et administrative » de part et d'autre du Rhin. En Allemagne, le Bundestag décide in fine, alors qu'en France, c'est l'Elysée qui commande. Du point de vue administratif, il y a, chez les Allemands, « peu de filtres entre les industriels et les politiques », observe une source française familière du dossier. De notre côté du Rhin, la Direction générale de l'armement (DGA) et ses ingénieurs d'Etat jouent au contraire un rôle essentiel. « Nous n'avons pas d'organisation en miroir » entre les deux pays, ajoute notre interlocuteur.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 29

Ces difficultés sur le Scaf — un programme à cent milliards à l'horizon 2040 — interviennent alors que les Britanniques mettent le paquet sur leur futur avion de combat, le Tempest, qu'ils développent en coopération avec la Suède et l'Italie, deux pays à forte tradition aéronautique. Le ministère britannique de la Défense a annoncé ce lundi qu'il allait investir deux milliards de livres (2,3 milliards d'euros) dans le Tempest au cours des quatre prochaines années.

Le Scaf n'est pas le seul problème entre Paris et Berlin. Contrairement à la France, l'Allemagne ne semble pas vouloir s'engager sur le développement d'une nouvelle version (standard 3) de l'hélicoptère de combat Tigre. Cet appareil franco-allemand d'Airbus Helicopters est un échec à l'exportation. L'un de ses rares clients, l'Australie, vient d'ailleurs d'annoncer son abandon au profit de l'Apache américain. En 2018, l'Allemagne avait déjà refusé de coproduire un missile pour le Tigre, contraignant la France à faire cavalier seul.

Autre pomme de discorde potentielle, le futur avion de patrouille maritime (Patmar), qui doit remplacer les Atlantique de la Marine nationale. En 2017, Paris et Berlin avaient décidé de le développer en commun, mais l'Allemagne vient d'acquiescer aux Etats-Unis, cinq Boeing Poseidon P8. Dans les deux capitales, on reconnaît qu'il n'y a pas « une cohérence parfaite des calendriers » en termes de besoin. Mais, selon nos informations, le ministère français des Armées n'a pas été informé de cette décision par son homologue allemand. Quant à l'avenir du programme bilatéral, « nous n'avons pas beaucoup de réponses » soupire-t-on à Paris.

## ***Des cycles et des guerres***

Une armée est toujours en tension entre les missions que l'échelon politique lui ordonne d'exécuter et ce qu'elle est réellement en mesure d'effectuer.

Les missions données dépendent souvent de l'endroit où l'on perçoit les plus fortes menaces *ou éventuellement les plus grands intérêts à conquérir ou préserver*. Pour un pays comme la France, ces endroits stratégiques sont au nombre de trois : la nation elle-même, l'« arène » où s'affrontent les États du « système-monde » décrit par Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein, comme le groupe de puissances qui domine et structure le reste du monde, et enfin la périphérie de ce même système-monde. Cela correspond sensiblement aux trois cercles d'intérêt stratégique décrit par Lucien Poirier.

Ce qu'est capable de faire réellement une armée dépend de son capital de compétences et d'équipements ainsi que des ressources allouées pour qu'il puisse fonctionner. Ce capital doit normalement correspondre à l'emploi prévu, mais pour peu que les ressources diminuent et/ou que cet emploi change brutalement et une armée se trouve en décalage avec les besoins stratégiques. Or, les emplois changent souvent, au rythme des variations du contexte politico-économique du système-monde.

### **Un changement de priorité tous les vingt ans**

De la fin des guerres de Premier Empire à celle de la Première Guerre mondiale, l'emploi des forces armées françaises est manifestement corrélé avec l'activité économique générale selon les cycles mis en évidence par Nikolaï Kondratieff en 1926, avec leur phases de croissance (phase A) et de dépression (phase B) d'une vingtaine d'années chacune, car cette activité économique influe beaucoup sur les relations entre les puissances européennes.

Après la période belliqueuse de la Révolution et de l'Empire, qui correspond à une phase de croissance économique (phase A de Kondratieff), les grands États européens, et particulièrement la France, sortent épuisés et crise économique (phase B). Ils ne se font plus la guerre et tentent de réguler leurs relations dans le système de sécurité collective de la Sainte-Alliance. Dans ce cadre général, les préoccupations politiques du régime de la Restauration puis de la Monarchie de juillet sont essentiellement intérieures.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 30

L'armée y est d'abord une force de maintien de l'ordre, mission principale qui se double parfois de petites expéditions à l'étranger, dont certaines, en Grèce ou Belgique, relèvent déjà d'opérations de police internationale puisqu'il n'y a pas d'ennemi désigné et que les combats y sont rares. La grande guerre de l'époque est périphérique et se déroule en Algérie.

A partir de la fin des années 1840, la tendance économique s'inverse (phase A). Les États européens se raffermissent et commencent à disposer de ressources importantes qui leur permettent d'en consacrer une part importante à poursuivre des ambitions extérieures. La France du Second Empire multiplie les expéditions lointaines de guerre du Sénégal à la Corée en passant par le Mexique, ou « à but humanitaire » comme en Syrie. Elle intervient surtout dans l'arène des puissances qui réapparaît. De 1853 à 1871, France affronte successivement la Russie, l'empire d'Autriche et les États allemands.

La « grande dépression » qui débute en 1873 s'accompagne d'une décroissance guerrière dans une Europe qui retrouve des règles collectives de gestion de crises. Les ressources des États diminuent. La France réorganise son armée et prépare la « revanche », mais la posture est défensive en Europe et offensive dans le reste du monde. L'empire colonial est conquis à 80 % de 1880 à 1900. Alors que la phase de dépression est au plus bas au tournant du siècle, les problèmes sociaux sont aussi à leur maximum et l'armée est engagée dans des missions de maintien de l'ordre pendant quelques années critiques.

Dans les années qui suivent, le retour de la prospérité en Europe avec une nouvelle phase A voit aussi le retour du nationalisme et la réapparition des conflits jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le budget militaire français remonte et la priorité est clairement à la guerre contre l'Allemagne. La Première Guerre mondiale survient presque au pic de la phase de croissance.

Toutes les puissances européennes évoluant dans le même contexte, les politiques militaires ont tendu à se ressembler et même à former des « courses » (aux armements, aux colonies) dangereuses dans l'arène lors des phases de croissance ou dans la périphérie lors des phases de dépression.

## **Des anomalies dans les cycles**

La période qui suit la Première Guerre mondiale semble d'abord obéir aux tendances précédentes. C'est une phase B. La tendance dans les démocraties est à la réduction drastique des armées et à la « mise hors la loi de la guerre ». On croit à nouveau à la régulation internationale des conflits. Les accords de Locarno en 1925 normalisent apparemment les relations avec l'Allemagne.

Pour les armées françaises si la menace allemande est écartée, il faut s'engager activement dans des opérations de stabilisation (Hongrie, Silésie, Ruhr) ou de guerre périphérique (Odessa, Rif, Syrie) jusqu'en 1927. Une grande partie des ressources comptées est ensuite consacrée à la construction d'une grande ligne défensive. À ce moment-là, personne ne songe à une nouvelle guerre entre puissances.

Dans la logique des cycles précédents, la guerre entre les puissances aurait dû réapparaître dans les années 1950. Elle réapparaît plus tôt, car certains États ne « jouent pas le jeu ». L'Union soviétique n'est pas soumise aux mêmes fluctuations que les économies capitalistes et en Occident la crise contribue à l'arrivée au pouvoir en Allemagne d'un autre régime totalitaire qui, de manière apparemment contracyclique, investit dans l'outil militaire. On constate alors que dans certaines circonstances « beurre et canon » ne sont pas forcément incompatibles. Forcées par la nouvelle menace, les démocraties investissent aussi dans leurs forces armées, mais plus tardivement et avec réticences. Leur politique d'« apaisement » ne fait que stimuler l'agressivité d'Hitler jusqu'à la guerre et le désastre.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 31

La Seconde Guerre mondiale est donc une anomalie puisqu'elle se déroule en plein bas d'une phase B. À son issue, la croissance économique repart à la hausse avec une phase A longue et très soutenue jusqu'au début des années 1970. Dans la logique des cycles précédents, ce sont les conflits périphériques que l'on aurait dû voir dans les années 1940. Ils apparaissent avec quelques années de décalage. L'armée française combat en Indochine puis en Algérie. Ce dernier conflit peut même apparaître comme une autre anomalie puisqu'il intervient au moment où la puissance coloniale bénéficie à plein de la croissance économique et peut soutenir un effort de guerre important. Le « sens de l'histoire » n'est pas forcément celui de l'économie.

L'arène des puissances est rouverte depuis la fin des années 1940, mais elle s'effectue en « ambiance nucléaire ». Par un effet gravitationnel inverse qui tend à écarter le risque d'agression majeure de toute nation qui la possède, l'arme nucléaire maintient les deux blocs en une longue apesanteur guerrière, mais pas les tensions et les confrontations « sous le seuil ».

Dans les années 1960, la France redéploie son effort militaire de manière typique du contexte politico-économique en se consacrant sur la défense du territoire et de ses approches face à la puissance soviétique, mais de façon originale par une opération des moyens. La création d'un arsenal nucléaire et des forces conventionnelles associées constituent en effet alors une fin en soi stratégique, puisque l'objectif premier est de dissuader. On conserve une capacité d'intervention au loin, mais cette fonction est alors marginale.

La phase B du cycle Kondratieff commence en 1973 pour se terminer à la fin du siècle. Les ressources diminuent et le modèle de forces français est de plus en plus difficile à soutenir financièrement. Dans le même temps, le nombre de missions périphériques s'accroît, qu'il s'agisse de lutter contre des organisations armées, de se confronter à certains États comme la Libye ou l'Iran ou, de plus en plus, d'effectuer des missions de police internationale (maintien de la paix, ingérence humanitaire, stabilisation). Plus de vingt ans après la guerre d'Algérie, on engage même les forces armées sur le territoire national par intermittence d'abord puis de manière permanente à partir de 1995. Ce sont des tendances finalement assez typiques des phases B. Elles s'accroissent encore plus après l'effondrement de l'Union soviétique.

En 1991, l'arène des puissances disparaît d'un coup au profit d'une hégémonie américaine. Le « nouvel ordre mondial » régule les relations d'un monde de plus en plus unifié selon le modèle libéral démocratique. En France, la mission première de défense des frontières par la dissuasion se réduit d'autant plus vite que les ressources manquent. La 1<sup>re</sup> armée française est dissoute et la force nucléaire réduite de moitié. Seules les opérations périphériques sont envisagées que ce soit dans le cadre de coalitions contre des États-voyous ou, préférentiellement, pour mener des opérations de gestion de crise. Après plus de 15 ans de guerres de décolonisation, et presque 30 ans de dissuasion, on se lance pour un long cycle d'intervention.

## **Dans le nouveau siècle**

Le tournant du XXI<sup>e</sup> siècle est aussi un retournement de cycle. Le nombre de conflits entre États atteint un niveau historiquement bas, mais le nombre de conflits internes opposant des États affaiblis à des organisations armées renforcées par la mondialisation s'est accru. Ce nouveau cycle A favorise le développement ou le retour des puissances comme la Chine ou la Russie, mais aussi, et c'est nouveau, celui d'organisations armées non étatiques. L'année 2011, avec le désengagement des grands conflits périphériques en Irak et en Afghanistan contre des organisations armées, et la dernière guerre contre un État-voyou, le régime du colonel Kadhafi, clôt une époque. Assez logiquement, on assiste donc à une nouvelle compétition des puissances, toujours sous contrainte nucléaire. Après une longue crise, la France réinvestit dans ses forces armées, pour continuer le combat contre les organisations armées et se confronter à d'autres États.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 32

Il ressort de ce panorama que les contextes politico-économiques internationaux changent assez fortement selon des cycles de 20 à 30 ans. Chacun de ces cycles correspond à une mission prioritaire donnée aux forces armées accompagnée souvent d'une ou deux missions secondaires. Il existe donc deux problèmes. Le premier est celui de la conjonction de plusieurs emplois simultanés différents et souvent concurrents. On a pu concevoir un modèle de forces spécialisées, armée coloniale ou gendarmerie mobile par exemple, mais c'était une solution riche, une solution de phase A. Dans les phases B, on a souvent préféré un modèle polyvalent capable de passer rapidement d'une mission à l'autre, mais au risque, deuxième problème, d'avoir à gérer des crises d'adaptation. Quand on a par exemple des systèmes d'armes qui durent 60 ans de la conception au retrait, il faut s'attendre à ce qu'ils traversent plusieurs cycles stratégiques.

Les années 2020 semblent à cet égard particulièrement délicates. Au tournant d'un cycle haut, il faudra vraisemblablement faire face à de fortes tensions entre grands États avant de parvenir dans les années 2030 à de nouvelles formes de coopération face à une situation économique et écologique difficile. Cette situation sera probablement porteuse de nouvelles crises périphériques dans lesquelles il faudra intervenir. Ce sont des défis difficiles à relever, avec des budgets qui ne peuvent manquer de stagner. Il faudra donc, plus que jamais, faire preuve d'intelligence.

*Immanuel Wallerstein, Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des système-monde, Editions La Découverte, 2006.*

*Luigi Scandella, Le Kondratieff-Essai de théorie des cycles longs économiques et politiques, Economica, 1998.*

*Bernard Wicht, Guerre et hégémonie-L'éclairage de la longue durée, Georg Editeur, 2002.*

*Joshua Goldstein, Long Cycles: Prosperity and War in the Modern Age, Yale University Press, 1988.*

[lavoiedelepee.blogspot.com](http://lavoiedelepee.blogspot.com)

## **Pourquoi la France mène-t-elle ce premier exercice militaire spatial ?**

**AsterX est le nom du premier exercice militaire français dans l'espace. En quoi consiste cet exercice militaire d'un nouveau genre ? Pourquoi l'espace devient-il un enjeu militaire stratégique pour les Etats ?**



**Satellite (UARS) d'observation de la terre.** Photo prise en 1991. • Crédits : Time Life Pictures/NASA/The LIFE Picture Collection - Getty

AsterX, c'est le nom du premier exercice militaire français dans l'espace. Un exercice qui se tient depuis lundi 8 mars 2021 à des milliers de kilomètres au-dessus de nos têtes. Vendredi 12 mars 2021, Emmanuel Macron doit assister à l'une de ces opérations depuis le Centre national d'études spatiales de Toulouse. Comment et pourquoi l'espace est-il devenu un nouveau terrain d'entraînement pour l'armée ?

*Guillaume Erner reçoit Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la Recherche Stratégique, spécialiste des questions spatiales. Auteur notamment de « Le nouvel âge spatial : de la guerre froide au new space », ed. CNRS.*





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

## **Comment se déroule un exercice militaire dans l'espace ?**

*Le contenu de ce type d'exercice est toujours très secret, mais il s'agit essentiellement de simulations par ordinateur qui recréent l'environnement spatial de la Terre avec les objets qui s'y trouvent. Aujourd'hui, il y a de plus en plus d'objets dans l'espace et beaucoup de calculs sont faits pour essayer de voir comment des risques peuvent se poser, notamment sur les satellites militaires français.*

*Il y a d'abord une simulation de la situation, c'est-à-dire, savoir ce qu'il se passe. C'est très compliqué parce que c'est très loin et il y a de plus en plus d'objets qui sont de plus en plus petits et qui peuvent manœuvrer. L'environnement spatial est en train de se transformer, donc on essaye de savoir de quoi il faut se doter pour avoir une bonne idée de la situation. Ensuite, on essaye de faire en sorte de pouvoir, par exemple, manœuvrer des satellites pour éviter des débris, ou des collisions avec un autre satellite. Et puis, on essaye de simuler ce que les militaires appelleraient plutôt des menaces, éventuellement un satellite qui se rapprocherait de nos satellites. On essaye alors de simuler une parade, une évasion ou un évitement pour changer de position.*

## **Quels enjeux pour l'armée française ?**

*Aujourd'hui les militaires français se reposent beaucoup sur le spatial pour leurs opérations extérieures. Ce qui se fait au Sahel se fait à distance. Dès que vous faites quelque chose à distance, vous avez besoin de relais de télécommunications. Piloter des drones, observer ce qu'il se passe avec des satellites d'observation. Donc, aujourd'hui, il y a des satellites militaires qui observent et qui transmettent, qui écoutent et qui captent des signaux. Si ces satellites sont attaqués, c'est comme si vous attaquez le système de défense.*

## **EN MEMOIRE DE NOS DISPARUS EN ALGERIE**

**Le général (2S) Henry-Jean FOURNIER**  
**Président de SOLDIS ALGERIE**

à Monsieur Jérôme FENOGLIO  
Directeur du journal Le Monde  
80 Boulevard Auguste Blanqui  
75707 – PARIS

*Monsieur le Directeur,*

*Je viens de prendre connaissance de l'article publié, dans votre édition du Journal LE MONDE du jeudi 18 mars 2021 sur ce que l'auteur appelle un tabou de la guerre d'Algérie.*

*Cette lecture évoque en moi un autre tabou, glissé sous le tapis depuis près de 60 ans et qui ne devrait pas manquer d'éveiller également la compassion de l'auteur et de vos lecteurs : celui des militaires et des civils portés disparus durant la guerre d'Algérie, y compris après le « cessez-le-feu », et dont les corps n'ont jamais été rendus à leurs familles.*

*En tant que président de l'Association pour la mémoire des militaires portés disparus en Algérie (SOLDIS ALGERIE), je souhaite porter à votre connaissance une autre souffrance toujours vivace, mais malheureusement ignorée des médias : celle des familles et des amis de ces disparus dont on ne sait ce qu'ils sont devenus. Seuls de rares témoignages de quelques-uns, libérés ou évadés durant la guerre, permettent de mesurer le calvaire de ces hommes et femmes après qu'ils ont été capturés ou enlevés. Et l'on imagine aisément leur sort en examinant les photos des quelques corps parfois retrouvés, atrocement mutilés, défigurés, meurtris et abandonnés aux bêtes sauvages.*



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

MARS 2021

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 34

*Dans ce douloureux cortège, je pourrais vous présenter le cas de tel ou tel, promené de douar en douar et livré à la vindicte des foules (elles-mêmes agissant sous la menace) pour être finalement « exécuté » en étant, par exemple, pendu par les pieds à un arbre.*

*Je pourrais aussi évoquer la mémoire de cette épouse de gendarme, enlevée avec ses deux très jeunes enfants alors qu'elle circulait en voiture avec son mari, au lendemain des accords d'Evian, et dont on a retrouvé le corps dépecé, à côté de ses enfants au crâne fracassé.*

*Je pourrais évoquer le cas de ce sous-officier, à Oran, préparant son déménagement, le 5 juillet 1962, enlevé sous les yeux de sa fille de 15 ans, elle-même poursuivie par une foule en furie et n'échappant que de peu à un sort que l'on devine.*

*Je pourrais évoquer le cas de cette assistance sociale militaire, enlevée alors qu'elle se rendait dans un village et que l'on n'a jamais revue...*

*Je pourrais évoquer le cas de ce jeune médecin militaire, enlevé dans une embuscade alors qu'il revenait, sans escorte, d'un village dans la montagne, où il avait porté assistance à quelques familles.*

*Je pourrais évoquer aussi le cas de ces nombreux militaires français de souche nord-africaine, servant loyalement la France, parce qu'ils étaient Français et obéissaient aux ordres de leur gouvernement, enlevés pendant leurs permissions dans leurs familles, avant d'être « condamnés » pour trahison et de subir des sévices que la pudeur interdit d'écrire dans un journal tel que le vôtre.*

*Je pourrais dire tout cela et bien plus encore, puisque que ce sort tragique a concerné, durant cette guerre, un millier de militaires portés disparus et 1700 civils disparus, hommes, femmes et enfants confondus. Leurs parents, souvent morts de chagrin, ne sont plus là pour susciter votre compassion, mais vous pourrez sans peine imaginer la souffrance morale qu'ils ont pu endurer durant toutes ces années. Leurs enfants, pour ceux qui en avaient eu, n'ont reçu aucune aide, ni morale, ni matérielle, ni même psychologique. Ils vivent toujours aujourd'hui dans ce silence de l'oubli qui fait de la disparition un drame pire que la mort, car celle-ci est une certitude. Ils sont morts une première fois, de façon violente et brutale, après leur disparition ; puis ils sont morts une deuxième fois, de façon lente et inexorable, avec le temps de l'incertitude et de l'espoir toujours déçu ; et par votre écrit, à la fois partiel et partial, vous les faites mourir une troisième fois, mais cette fois, dans l'oubli !*

*Quant aux rares rescapés revenus de cet enfer où le taux de mortalité des prisonniers a été plus élevé que dans les pires camps des autres guerres, ils disparaissent à nouveau aujourd'hui, un à un, sans que personne n'évoque les souffrances morales et physiques endurées et que, régulièrement, aux alentours du 19 mars, certains s'acharnent à réveiller en ajoutant à leur détresse et à un traumatisme vieux de 60 ans, des accusations qu'ils n'ont jamais vu portées à l'encontre de leurs bourreaux.*

*Mais, si vous le souhaitez, je peux vous fournir les informations nécessaires à la manifestation de cette vérité historique qui comporte de multiples facettes et où tous les torts ne sont pas forcément toujours dans le même camp.*

*Je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées,*

Copie à :

- Madame Florence PARLY, Ministre des Armées,
- Madame Geneviève DARRIEUSSECQ, Ministre déléguée auprès de la ministre des Armées
- M. le Général d'armée François LECOINTRE, Chef d'état-major des armées
- M. l'Amiral Jean-Philippe ROLLAND, Chef d'état-major particulier de la Présidence de la République

## **SOLDIS ALGÉRIE**

**Association nationale pour la mémoire des militaires français portés disparus en Algérie**

**15 rue Thiers 24 000 PERIGUEUX SIRET 809 582 646 00018**

**Secrétariat Tél. 06 73 01 11 65 [soldis.algerie@orange.fr](mailto:soldis.algerie@orange.fr)**